

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Tiré à part

N° 559 du 13.11.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Saed Bannoura : Israël maintient volontairement les Gazaouis à un niveau proche de la famine.

1 Dossier

1-1 Des voix israéliennes contre le fascisme israélien.

1-2 Ahmed Amri : Defamation: quand les enfants désavouent le père.

1-3 Gidéon Lévy : La république juive d'Israël.

1-4 L'anomalie étatique sioniste.

1-5 Zeev Sternhell : La droite israélienne a besoin de la guerre à perpétuité.

1-6 Zuhayr Andraos : Démocratie pour les « maîtres » et dictature contre les « esclaves ».

1-7 Khaled Amayreh : Les têtes nucléaires d'Israël. ...sont tournées vers Le Caire, Beyrouth, Damas, Téhéran ou peut-être La Mecque et Médine.

1-8 Jeffrey Blankfort : Israël est la menace la plus immédiate au futur de notre planète.

2 Analyse - Géopolitique et stratégie

2-1 Samidoun : Quelle belle expression, la « communauté internationale »!

3 Médias/Vidéos

3-1 Jacob COHEN : Le printemps des sayanim.

Tiré a part

Saed Bannoura:

Israël maintient volontairement les Gazaouis à un niveau proche de la famine.

Des documents du gouvernement israélien révèlent une politique délibérée pour maintenir les Gazaouis à un niveau proche de la famine.

Des documents dont l'existence était niée par le gouvernement israélien depuis plus d'un an ont été publiés après une bataille juridique conduite par le groupe israélien des droits de l'homme, Gisha. Ces documents révèlent qu'une politique délibérée a été mise en œuvre par le gouvernement israélien où les besoins alimentaires de la population de Gaza sont froidement calculés, et où les quantités de nourritures que le gouvernement israélien laisse passer sont exactement mesurées pour laisser à la population juste ce qu'il faut pour être au-dessus de la famine. Ceci nous rappelle qu'un certain nombre d'officiels israéliens avaient déclaré qu'ils mettraient « la population de Gaza au régime ».

En 2007, quand Israël commença son siège total de la bande de Gaza, Dov Weisglass, conseiller du Premier ministre d'alors, Ehud Olmert, l'avait déclaré sans ambages, « L'idée c'est de mettre les Palestiniens au régime, mais pas de les faire mourir de faim ». Les documents récemment publiés contiennent les équations dont s'est servi le gouvernement israélien pour calculer les quantités exactes de nourriture, carburant et autres produits de première nécessité pour l'appliquer avec précision.

Les documents sont encore plus inquiétants, disent les militants des droits de l'homme, quand on prend en compte le fait que près de la moitié de la population de Gaza a moins de dix-huit ans. Cela veut dire qu'Israël a, volontairement, forcé à une sous-alimentation des centaines de milliers d'enfants, en violation caractérisée du droit international et de la Quatrième Convention de Genève.

Cette communication de documents contredit aussi sérieusement les affirmations ressassées par Israël comme quoi le siège serait justifié par des « raisons sécuritaires », alors que ces documents montrent une politique délibérée et méthodique de punition collective contre l'ensemble de la population de la bande de Gaza.

Le directeur de Gisha déclare, par rapport aux documents, « Israël a interdit le glucose pour les biscuits et le carburant nécessaire à une fourniture régulière d'électricité - paralysant toute vie normale dans la bande de Gaza et affectant le caractère moral de l'Etat d'Israël. Je suis désolé de dire que les principaux éléments de cette politique sont toujours en application aujourd'hui ».

Dans sa déclaration qui accompagne la publication des documents, Gisha écrit :

« Les documents révèlent que l'Etat a approuvé "une politique de réduction délibérée" des produits alimentaires de première nécessité pour la bande de Gaza (section h.4, page 5). Ainsi, par exemple, Israël a restreint la fourniture du carburant nécessaire à la centrale électrique, interrompant de fait la distribution d'électricité et d'eau. L'Etat a fixé une "ligne basse d'alerte" (section g.2, page 5) pour prévenir de pénuries probables dans des produits donnés, mais en même temps, l'Etat était d'accord pour ne tenir aucun compte de ces avertissements, si la nourriture en question était soumise à une politique de "restriction délibérée". En outre, l'Etat a défini une "ligne rouge haute" au-dessus de laquelle même les aides humanitaires basiques peuvent être bloquées, même encore si elles sont très demandées (section g.1, page 5). L'Etat prétend dans une lettre explicative adressée à Gisha que dans la pratique, il n'a pas autorisé de restrictions sur les "produits de première nécessité" en-dessous de la "ligne basse d'alerte", mais il dit aussi qu'il n'a pas précisé quels étaient ces "produits de première nécessité" ».

Le journaliste états-unien Richard Silverstein écrit :

« En examinant la liste des produits autorisés à l'importation, vous réalisez que ce sont là les seuls produits autorisés. Autrement dit, si un produit n'est pas sur cette liste, il est interdit. Tenez, par exemple, voilà la liste des épices autorisées : le poivre noir, la soupe en poudre, l'hysope, le sésame, la cannelle, l'anis, le babuna (camomille), la sauge. Désolé pour vous le cumin, le basilic, le laurier, le piment de Jamaïque, le carvi, la cardamome, le chili (mélange d'épices), les ciboulettes, la coriandre, les clous de girofle, l'ail, le sésame, le tamarin, le thym, l'origan, le poivre de Cayenne. Vous n'êtes pas sur la liste. Vous n'êtes pas des épices dont les Palestiniens ont besoin selon certaines grandes bêtasses des Forces de défense israéliennes. Et les tomates, les

pommes de terre, les concombres, les laitues, les jouets, les verreries, les peintures, et les chaussures ? Vous pouvez faire une croix dessus aussi. Tous les articles de luxe, ou d'autres, sont une menace pour la sécurité ». Malgré la nature inquiétante de ces documents récemment communiqués, qui montrent une politique calculée visant à mettre volontairement toute une population en sous-alimentation, aucun média important n'en a parlé. Le texte intégral des documents publiés, et l'original de la requête déposée par Gisha au titre du Freedom of Information Act (FOIA) (loi US sur la liberté d'information), sont disponibles sur le site de Gisha à l'adresse suivante : <http://www.gisha.org/index.php?intL...>

Saied Bannoura:

11 novembre 2010

Source : Info-Palestine

<http://www.michelcollon.info:80/Israel-maintient-volontairement.html>

1 Dossier

Ndlr : La publication des analyses ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

1-1 Des voix israéliennes contre le fascisme israélien.

Le fascisme prend des proportions inquiétantes en Israël.

C'est l'avis d'intellectuels et d'hommes politiques israéliens qui accusent le Premier ministre Benjamin Netanyahu d'attiser ces sentiments de haine et de populisme, et critiquent les dernières lois sur la citoyenneté.

Dans le cadre d'une conférence organisée à la Knesset, mardi, intitulée « Urgence pour protéger la démocratie », une trentaine de députés, d'activistes et d'intellectuels juifs et arabes ont lancé un appel pour stigmatiser ces lois qui lient l'obtention de la nationalité israélienne à l'allégeance à un « état juif démocratique » ; ce qu'ils considèrent être un nouveau fascisme. En tête de ces contestataires à cette loi, le député de Kadima Shlomo Molla, lequel se préoccupe de ce qu'il considère être « le fascisme de Liebermann », mettant en garde contre « le débordement des lois non démocratiques ».

Alors que pour le député arabe Jamal Zahalka, président du bloc du Rassemblement national démocratique (RND), « ce fascisme est le fruit des politiques gouvernementales qui se sont succédées et non des directives d'un tel ministre ou tel ». En appelant à une « lutte commune », il a mis en garde contre des lois qui n'ont pour but, d'après lui, que d'usurper aux arabes leur identité et leur esprit.

« Ce nouveau racisme est alimenté par une haine contre les Arabes, et des considérations populistes chez des politiciens israéliens qui nourrissent une stratégie de peur et d'apeurement », a-t-il précisé. Et de conclure que « le racisme en Israël revêt une gravité accrue vu qu'il est assorti par la force ».

Quant à la députée également arabe, Hanane Zoebi, le problème actuel en Israël n'est pas dû à la nouvelle loi de citoyenneté mais à une réalité israélienne hostile aux citoyens arabes : « jamais il n'y a eu une réelle démocratie en Israël avant la loi de la citoyenneté », a-t-elle affirmé.

Pour sa part, le député arabe, Mohammad Barka, du Front démocratique de la paix et l'égalité, a évoqué les habitants arabes du village Arakib, comme étant les victimes les plus typiques du fascisme israélien, vu que leur village a été détruit six fois.

« Existe-t-il un état dans ce monde qui mène des campagnes militaires contre ses propres citoyens, comme le fait Israël, quoiqu'ils soient originaires de ce pays ?? », a signifié le représentant du village, cheikh Sayyah Tourri, selon lequel des centaines de familles sont jetées dans la rue, sans abris en contre partie.

Selon un député juif, originaire du Maroc, Daniel Ben Simon, les « nouvelles lois sur la judaïcité de l'état » obscurantistes, et oppressives, et relevant d'un certain talibanisme » chez les juifs, lui rappellent l'Europe raciste, en allusion à l'Allemagne nazie, et les ghettos juifs qu'il a fuis.

Lui aussi, estime que Netanyahu trempe aussi bien que Lieberman dans ce fascisme.

Parmi les trois professeurs qui ont également participé à cette rencontre, le professeur universitaire Mordechai Krimnster s'attend à ce que ces lois aboutissent à propager des accusations de trahison, aussi bien à l'encontre des juifs que des Arabes. Alors que pour le professeur Yarone Ezrahi, « Israël a renversé les choses, plaçant le pouvoir au dessus du peuple » et prévoyant que ces lois racistes vont démanteler l'état de l'intérieur ».

Alors que le professeur Yehuda Chenhaf estime que ces lois sont plus que racistes, donc fascistes, voire « antisémites contre les Arabes ».

« Ces législations sortent les juifs de l'histoire et les ramènent à une des pires aliénations », a-t-il conclu.

(Traduit à partir de la chaîne alJazeera)

20-10

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=158868&language=fr>

1-2 Ahmed Amri : Defamation: quand les enfants désavouent le père.

Né aux USA puis transmis vers l'Europe, le vent de la sédition intellectuelle qui souffle sur le sionisme n'est pas près de faiblir, loin de là.

Tout en prenant l'allure d'une révolution culturelle de masse marquant la nouvelle décennie de ce siècle, il frappe à présent Israël où il se propage à la faveur d'une conscience juive dissidente et libérée de l'identité séculaire du sémite, éternel persécuté et, en tout lieu, victime. De plus en plus d'intellectuels et d'artistes emboîtent le pas à Chomsky, Norman Gary Finkelstein, Rony Brauman, entre autres "brebis galeuses" juives, et montent au créneau pour fustiger le sionisme et désavouer la politique de leur État. Ce mal délétère qui condamne le sionisme et laisse présager de sa fin certaine dans un proche avenir est bien moins l'effet de l'antisémitisme présumé revenu en force dans le monde que le contrecoup d'un abus sioniste de l'arme "antisémitisme". Perversi, instrumentalisé à outrance dans une propagande mensongère et surannée, l'argument de l'antisémitisme se tourne à présent contre les apprentis sorciers, ceux qui en ont fait une litanie burlesque, un croque-mitaine mal ficelé, l'ersatz d'une épée de Damoclès menaçant toute pensée contestataire ou réflexe critique.

Après Shlomo Sand démontant l'histoire du peuple juif inventé à partir d'historiographies et de mythes, c'est au tour de Yoav Shamir, cinéaste israélien de 40 ans, de s'attaquer à la machine lobbyiste qui industrialise le mensonge, la diffamation.

Une certaine « image de marque », entretenue à la fois par ses partisans et, dans une certaine mesure, ses ennemis, voudrait que le sionisme soit doté d'une puissance suprahumaine. Diabolique, cela va de soi, mais surréelle. Quels que soient les fondements de cette perception par le passé, aujourd'hui il faut bien reconnaître que la réalité est tout autre. En témoigne cette nouvelle conscience humaine qui, de l'Amérique à l'Europe, des pays traditionnellement « amis » d'Israël à Israël même, se dresse partout et conteste de plus en plus le sionisme. Ce qui semblait s'apparenter, il y a quelques ans seulement, à « un vent de sédition » cantonné dans l'espace restreint de l'élite intellectuelle, s'avère plus intense et étendu, s'amplifiant sans cesse et gagnant, outre les masses en Occident, les plumes et les caméras israéliennes (1). Le dragon sioniste ne fait plus peur, ni aux lointains, toutes tendances confondues, ni aux prochains dont certains montent au créneau, décidés à « allumer le feu à la maison ». Et son antre, même s'il fume et enfume encore, n'intimide plus autant qu'il agace et enrage. Les signes d'une révolution culturelle antisioniste se multiplient, autant en Israël qu'ailleurs, pour consolider l'idée que cette doctrine est bien loin de son âge d'or. Elle est depuis le début de ce siècle en phase de décroissance qui, jour après jour, se révèle un état de décrépitude irrémédiable.

Essoufflé par ses perpétuelles fuites en avant, vicié par son propre mal qu'il n'a cessé de propager depuis la fondation de sa doctrine, la diffamation, trahie par la cuirasse usée de la mythomanie, et à en juger par le désaveu grandissant que de plus en plus de juifs et Israéliens lui intentent sans arrêt, disons-le sans réserve: le sionisme est déjà moribond.

S'il peut quand même donner l'illusion qu'il respire encore, c'est grâce à une potion magique fumigène qui, tout en le dopant aux yeux de ses partisans fanatiques et des incurables "malades de la culpabilité historique", ne fait que le rapprocher à rythme accéléré de son terme fatidique. Cette potion qu'il fait ingurgiter à ses enfants et en répand la fumée au-delà des frontières d'Israël est tirée d'une substance opiacée qui s'appelle Antisémitisme: le mensonge réitéré à l'intérieur comme à l'extérieur d'Israël et faisant du monde, sous toutes ses latitudes, l'antisémite impénitent et, en parallèle, du juif où qu'il se trouve l'éternel persécuté, la cible de la haine universelle et des menaces de chaque instant.

La production de cette substance ainsi labellisée est confiée à une machine lobbyiste dont le quartier général est à New York : l'ADL. Par la vertu de la mythomanie, de la naissance du sionisme à nos jours, « Antisémitisme » est non seulement le remède dopant des Israéliens mais la panacée universelle que les sionistes brûlent dans leurs encensoirs et agitent en toute circonstance et tout lieu hanté par les vieux démons. Le spectre de la peste brune, les fantasmagories en rapport, les phobies et les délires font partie de cette entreprise diabolique destinée à garder en otage la conscience humaine. De sorte que celles et ceux qui sont tentés de repenser les vérités momifiées ou douter un instant du bien-fondé de la politique israélienne s'assagissent à temps et s'interdisent tout sacrilège, tout péché d'acte ou de pensée à l'encontre d'Israël.

L'extorsion de fonds et chantage auxquels le monde est soumis depuis la création d'Israël (argent, armes et capitaux de sympathie) se font à la faveur de cette panacée dont la fabrication et l'administration sont confiées à l'ADL.

ADL, Anti-Defamation League : 29 bureaux aux USA et trois en Europe, un budget de plus de 70 millions de dollars par an, est une organisation dont « les oreilles sont collées au sol ». Ces oreilles sont à l'affût du moindre mot qui puisse s'interpréter comme insultant pour les juifs, de la moindre agression, égratignure, fût-elle consécutive à une bagarre, du moindre témoignage, même dénué de tout fondement crédible, tout ce qui peut constituer « une pièce à conviction » de l'antisémitisme. L'ADL collecte ces données et publie périodiquement des rapports qui sont utilisés à la fois en Israël (pour la consommation locale) et à l'extérieur pour défendre l'entité sioniste.

En plus de ces rapports, l'ADL a aussi pour mission de « perfuser » en tout lieu l'holocauste: contacts permanents avec des chefs d'états, des ambassadeurs, des ministres d'affaires extérieures, des délégués d'états aux assemblées des Nations Unis, le pape, les médias...en vue de nourrir et raviver dans la conscience des hommes l'épine de la Shoah.

Stratégie de tous les entretiens : utiliser le COMPLEXE DE LA CULPABILITÉ historique, jouer sur cette fibre, ou la greffer si elle n'existe pas, afin de légitimer les agissements d'Israël dans ce que cet État appelle « mesures de sécurité ».

Comment les agents de l'ADL réussissent-ils à voir et influencer autant de personnalités si importantes ? En entretenant le mythe de leur puissance d'influence à Washington, en répétant partout qu'ils ont les mains longues, qu'ils sont capables de faire la pluie et le beau temps. Un mythe qui s'effrite d'ores et déjà, comme l'ensemble des mythes fondateurs de l'État d'Israël, grâce à des juifs qui désavouent un « père » monstre et vers qui nous tendons la main fraternelle pour un demain plus vivable.

Le réalisateur de ce film, Yoav Shamir, a réussi à infiltrer l'ADL et côtoyer de près ses agents pour produire ce chef-d'œuvre d'intérêt humain, mis en ligne en 9 parties.

Vous ne perdrez pas votre temps à le voir.

A. Amri
04.11.10

Yoav Shamir:

*Né à Tel Aviv, novembre 1970 Lycée : Vitzo France, une école des beaux-arts, l'équivalent d'un lycée avec baccalauréat. Spécialisation : photographie Université de Tel-Aviv : BA d'histoire et de philosophie. MFA d'art cinématographique, mention excellent. **Films en tant que réalisateur & caméraman:***

2001- « Marta and Luis » - documentaire de 50 min. - présenté dans le cadre du Festival du film d'Edinburgh, à l'IDFA, DOCAVIV et autres festivals cinématographiques internationaux.

2003- « Checkpoint » - documentaire de 80 min - remporte la première distinction à l'IDFA, Toronto, San Francisco, Munich, Madrid, Barcelone, Rome, Belgrade, Rio de Janeiro, etc. Reçoit plus de vingt distinctions et est présenté lors de plus de 120 festivals du film internationaux.

2005-« 5 days »- documentaire de 94 min - participe au festival du film Sundance, à l'IDFA, Edinburgh, Melbourne, Göteborg, Seoul et lors de quelque 40 festivals du film internationaux où ce film a reçu plusieurs distinctions.

2007-« Flipping out »- documentaire de 83 min - Berlinale, le Festival international du film de Berlin 2008. Thessalonique, Buenos Aires, Cracovie, San Francisco, et env. 40 autres festivals internationaux du film.

Source des infos biographiques: http://www.defamation-thefilm.com/html/sur_yoav_shamir.html

Defamation est disponible ici: <http://soutien-palestine.blogspot.com/2010/01/defamation.html>

Sur Facebook:

Part 1:

<http://www.facebook.com/video/video.php?v=174545432560209>

Part 2:

<http://www.facebook.com/video/video.php?v=174547509226668>

Part 3:

<http://www.facebook.com/video/video.php?v=174563125891773>

Part 4:

<http://www.facebook.com/video/video.php?v=174550202559732>

Part 5:

<http://www.facebook.com/video/video.php?v=174552659226153>

Part 6:

<http://www.facebook.com/video/video.php?v=174554972559255>

Part 7:

<http://www.facebook.com/video/video.php?v=174556915892394>

Part 8:

<http://www.facebook.com/video/video.php?v=174559135892172>

Part 9:

<http://www.facebook.com/video/video.php?v=174560355892050>

[Article publié sur le blog d'Ahmed Amri](#)

Jeudi 4 novembre 2010

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Ahmed_Amri.041110.htm

[1-3 Gidéon Lévy : La république juive d'Israël.](#)

Un destin qui va dépendre d'une prestation de serment à un état juif... Cela peut transformer le pays en une théocratie, comme l'est l'Arabie Saoudite.

Rappelez-vous de ce jour. C'est le jour où Israël peut changer de nature. Il peut aussi par conséquent changer son nom au profit de « République juive d'Israël », comparable à la République islamique d'Iran.

Certes, le projet de loi de serment de fidélité que le Premier ministre Benjamin Netanyahu tente de faire passer ne concerne soi-disant que les nouveaux arrivants qui ne sont pas juifs, mais il affecte le sort de chacun d'entre nous.

A partir de maintenant, nous allons vivre dans un nouveau pays, uniformisé, ethnocratique, théocratique, nationaliste et raciste. Quiconque imagine que cela ne l'affecte pas se trompe. Il y a une majorité silencieuse qui accepte cela avec une apathie inquiétante, comme pour dire : « Je me fiche de ce pays où je vis ». Aussi toute personne qui pense que le monde continuera à se référer à Israël comme à une démocratie après cette loi, ne comprend pas de quoi il s'agit. C'est une nouvelle étape de franchie qui nuit gravement à l'image d'Israël.

Le premier ministre Netanyahu va prouver aujourd'hui qu'il est en fait un leader d'Yisrael Beiteinu. Les dirigeants Avigdor Lieberman, ministre de la Justice et Yaakov Neeman, vont certifier qu'il est vraiment un membre loyal du parti Israël Beiteinu. Le parti travailliste va prouver qu'il n'est rien de plus qu'un paillason. Et aujourd'hui, Israël va prouver qu'il se fiche de tout.

A présent un projet de loi sur le serment de fidélité, et demain une la loi sur un serment de loyauté. Le barrage va maintenant craquer, menaçant de noyer les restes de la démocratie, jusqu'à nous laisser peut-être avec un Etat juif d'un genre que personne ne comprend vraiment mais qui ne sera certainement pas une démocratie. Ceux qui exigent ce serment de fidélité sont ceux qui détournent le sens de la loyauté envers l'État.

Lors de sa prochaine session, la Knesset doit débattre de près de 20 autres projets de loi anti-démocratiques.

Au cours du week-end, l'Association pour les droits civils en Israël a publié une liste noire dans l'actuelle législation :

une loi de fidélité pour les membres de la Knesset,

une loi de fidélité pour la production cinématographique -une loi de fidélité pour les organismes sans but lucratif

une loi plaçant la catastrophe palestinienne, la Nakba, hors-la-loi

une loi interdisant les appels au boycott, et un projet de loi pour la révocation de la citoyenneté.

C'est une tournure maccarthyste dangereuse de la part de législateurs ignorants qui n'ont même pas commencé à comprendre ce qu'est la démocratie. C'est dangereux, même si seulement une partie de ces projets se transforme en lois, parce que notre destin et notre nature vont changer.

Ce n'est pas difficile de comprendre le duo Netanyahu-Lieberman. Comme nationalistes forcenés, on ne s'attend pas à ce qu'ils comprennent que la démocratie ne signifie pas seulement la loi de la majorité, mais d'abord et avant tout des droits pour les minorités. C'est beaucoup plus difficile de comprendre la complaisance de la foule. Les places des villes auraient dû être aujourd'hui remplies de citoyens qui ne souhaitent pas vivre dans un pays où la minorité est opprimée par des lois draconiennes, telles que celle qui les obligent à prêter un faux serment à un État juif. Mais étonnamment, presque personne ne semble se sentir concerné.

Pendant des décennies, nous avons futillement discuté de savoir qui est juif. A présent la question de qui est juif ne va pas disparaître. Qu'est-ce que « l'Etat de la nation juive » ? Appartient-il plus aux Juifs de la Diaspora qu'à ses citoyens arabes ? Vont-ils décider de son sort, et l'appeler une démocratie ? Est-ce que les ultra-orthodoxes de la secte Neturei Karta, qui s'opposent à l'existence de l'État, ainsi que des centaines de milliers de Juifs qui ont évité de venir y faire ce qu'ils veulent ? Qu'est-ce qui est juif ? Des fêtes juives ? Un régime casher ? Le poids accru de l'establishment religieux, comme s'il n'y avait pas assez de lui pour fausser la démocratie ? Prêter serment à un Etat juif va décider du sort de chacun. Il est susceptible de transformer le pays en une théocratie, comme l'est l'Arabie Saoudite.

Certes, pour le moment, c'est un slogan ridicule et creux. Il n'y a pas trois Juifs qui pourraient se mettre d'accord sur ce à quoi ressemble un Etat juif, mais l'histoire nous a appris que des slogans vides peuvent ouvrir la voie vers l'enfer. En attendant, la nouvelle loi proposée ne fera qu'augmenter l'aliénation des Arabes israéliens et aboutira à l'aliénation de segments beaucoup plus large de la population [aliénation est à prendre ici dans son sens de « perte de liens » - N.d.T].

C'est ce qui se passe quand le feu couve encore sous le tapis, le feu de l'absence de foi en la justice de ce que nous faisons. Seul un tel manque de confiance peut produire une loi aussi grotesque que celle proposée aujourd'hui et sans aucun doute approuvée demain. Le Canada n'a pas besoin que ses citoyens prêtent serment à l'État canadien, et aucun autre pays n'exige un acte similaire. Sauf Israël. Et cela est fait soit pour provoquer encore plus la minorité arabe et la pousser à un plus grand manque de loyauté, de façon à ce que vienne un jour pour finalement se débarrasser d'elle, soit pour faire échouer la perspective d'un accord de paix avec les Palestiniens. D'une façon ou d'une autre, à Bâle lors du premier congrès sioniste en 1897, l'Etat juif a été fondé comme l'a dit Théodore Herzl, et aujourd'hui, c'est la République juive d'Israël qui sera fondée.

Gidéon Lévy

12 octobre 2010

Source : Haaretz

Traduction : Info-Palestine http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=9524

<http://www.michelcollon.info:80/La-republique-juive-d-Israel.html>

1-4 L'anomalie étatique sioniste.

nb Ndlr : La publication des analyses ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Celles et ceux qui sont suffisamment au courant de l'histoire des partisans de l'application de l'idéologie sioniste, qui occupent la Palestine, au minimum depuis fin 1945, ont pour habitude de ne même pas utiliser le terme « état hébreu » (dont les fondateurs voulaient qu'il soit habité par l'« hébreu nouveau », non religieux), mais le vocable « entité sioniste ».

A la réflexion, si on a le souci logique et didactique d'utiliser « le juste mot pour la juste chose », ça n'est pas encore le bon choix et on « peut mieux faire » et plus juste. Cela tout en n'ayant réellement aucune antipathie pour l'ensemble des Juifs ou personnes pensant l'être – (tout en étant évidemment incapable de prouver que ne serait-ce que la majorité de leurs ascendants habitaient la Palestine et pratiquaient une des nombreuses versions du judaïsme déjà en l'an 0 de notre ère !)- mais en exécrant le sionisme, sinon les sionistes actuels dans leur ensemble, lesquels sont peut-être finalement encore beaucoup plus à plaindre qu'à blâmer.

C'est pourquoi on peut proposer « anomalie étatique sioniste », parce que beaucoup pensent que c'est un état « ordinaire et comme les autres »; ils le savent sioniste, sans connaître les écrits publics ou privés et un minimum de la vie des deux (2) plus beaux fleurons de cette idéologie raciste, pour le moins aussi éthiquement inadmissible que le nazisme ou le communisme soviétique.

Pour ce qui est de Benjamin Ze'ev, alias Theodor Herzl, il est toujours assez amusant de voir la tête que font de jeunes juifs israéliens, qui ignorent souvent, entre autres, cette manie des « pères fondateurs » d'hébraïser leur appellation de naissance, quand on leur montre honnêtement des extraits des premiers propos écrits de l'Hongro-autrichien juif qui sont carrément ce qu'il est convenu à tort de qualifier d'antisémites.

Eux mêmes et leurs parents ignorent, entre autres, que le correspondant à Paris du journal viennois Die Neue Freie Presse pendant l'affaire Dreyfus avait d'abord rêver de faire baptiser catholique tous les Juifs de Vienne lors d'une même cérémonie, pour mieux les intégrer à la société autrichienne !

Mais l'ignorance est aussi du côté des anti qui ne savent pas, entre autres, que le projet Ouganda n'a toujours été, aux yeux du (non)-fondateur du sionisme, qu'un pis aller provisoire, un « asile de nuit » (selon son terme en allemand), en attendant l'installation « sur la terre de nos aïeux donnée par Yahweh à son seul peuple élu ». Donné sans acte de donation présentable, faut-il le préciser, même si on a pu entendre ça et là, chez les fanatiques religieux, hélas relayés par d'étranges chrétiens sionistes que... « Notre cadastre, c'est la Bible »

Pour ce qui est de David Grün ; alias David Ben Gourion, il est extrêmement difficile, tant la matière est abondante (et peu louable aurait dit Molière), de sélectionner les quatre ou cinq plus exécrables et révélatrices illustrations de son arrogance cynique, de son racisme sans borne et de sa gourmandise territoriale qui ont fait école. Quoique très cultivé, ce Russo-polonais, fils d'Amants de Sion qui commença à apprendre l'hébreu à 10 ans et l'enseigna à ses camarades à quatorze, fut conscient que la majorité des Arabes palestiniens qu'il s'apprêtait à faire tuer ou expulser étaient probablement

descendants de Juifs convertis à l'islam. Difficile, mais on peut toujours essayer une sélection, en demandant le pardon des connaisseurs, de plus en plus nombreux en France.

« Si j'étais un leader arabe, je ne signerais jamais un accord avec Israël. C'est normal; nous avons pris leur pays. Il est vrai que Dieu nous l'a promis, mais comment cela pourrait-il les concerner ? Notre dieu n'est pas le leur. Il y a eu l'antisémitisme, les Nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une seule chose : nous sommes venus et nous avons volé leurs terres. Pourquoi devraient-ils accepter cela ? » (Ben Gourion cité par Nahum Goldmann dans « Le Paradoxe Juif », page 121 et page 99 dans la version anglaise *The Jewish Paradox*, trans. Steve Cox (Grosset and Dunlap, 1978)

« Nous devons tout faire pour nous assurer qu'ils (les Palestiniens) ne reviennent pas » et « Les vieux mourront et les jeunes oublieront ». (journal du 18 juillet 1948).

« Un Etat juif partiel n'est pas une fin, mais seulement un commencement. Je suis convaincu que l'on ne peut nous empêcher de nous établir dans les autres parties du pays et de la région. » (dans une lettre à son fils en 1936) et : « Les frontières des aspirations sionistes, incluent le Liban Sud, le sud de la Syrie, la Jordanie d'aujourd'hui, toute la Cisjordanie, et le Sinaï. » (au Conseil de Paalei Zion, futur Parti Travailliste, à Tel-Aviv en 1938). Si ce n'est pas du fanatisme amoral, c'est quoi ?

Mais, quoiqu'il en soit du florilège, alors que d'autres sionistes ne sont pas en reste pour ce qui est de susciter le dégoût du racisme foncier, pourquoi « anomalie », dont la définition possible est « Ce qui s'écarte de la norme, d'un modèle habituel » avec pour étymologie le latin *anomalia*, traduisible comme en grec par irrégularité (non lisse) ?

Parce qu'incontestablement cette application idéologique territoriale, appelée Israël, par un vote hâtif le 12 mai 1948 au soir par la crème du Yichouv, le gouvernement provisoire sioniste (soit une dizaine de votants), de préférence à « Sion » qui eut été à la fois plus religieux, plus historique et plus clair, est totalement hors norme.

Pas de constitution (malgré l'engagement solennelle lors de la déclaration encore mal dite d'indépendance), Pas de frontières définitives, vu la volonté toujours actuelle de s'étendre « un jour » jusqu'au mythique et totalement infondé « Eretz Israël » qui va jusqu'à l'est de la frontière jordanienne, au Nil et au fleuve libanais Litani ; cet objectif n'étant pas que celui des fanatiques religieux .

Pas de ..., pas de ..., pas de ... et, le comble, pas de nationalité unique, ce qu'ignorent probablement, par exemple, 90 % de nos parlementaires et leurs attachés réunis ; aucun habitant de la Palestine « historique », fut-il juif de trimillénaire ascendance juive garantie, (ce qui est strictement impossible, comme pour nous tous) n'ayant effectivement et juridiquement la nationalité israélienne aux yeux même de la loi locale.

C'est bien pourquoi il est légitime de dire qu'on n'a pas vraiment affaire à un état au sens habituel et normal du terme et qu'il s'agit bien, sinon d'un « machin » comme l'ONU dont les décisions ne sont pas respectées par « l'état hébreu », du moins véritablement d'une anomalie étatique.

Alors que précisément à l'ONU, censé représenter la mythique et tout aussi inexistante « communauté internationale », toute fondamentale et vitale décision très dérangeante pour l'anomalie étatique sioniste est systématiquement annihilée par les USA, dont il est amplement prouvé et reconnu par certains parlementaires qu'il est impossible d'être un élu, présidence incluse, si on ne se soumet pas aux diktats du puissant lobby sioniste AIPAC, ce qui a permis au criminel Ariel Sharon (qui n'en finit pas de mourir, comme son état) de dire :

« Chaque fois que nous faisons quelque chose, vous me dites que l'Amérique fera ceci ou fera cela ... je vais vous dire quelque chose de très clair : Ne vous préoccupez pas de la pression de l'Amérique sur Israël, nous, les Juifs, contrôlons l'Amérique, et les Américains le savent ». (3 octobre 2001, à Shimon Pérès, cité sur la radio Kol Yisrael).

Le même ayant aussi, entre autres, déclaré «Les accords d'Oslo (première tentative d'accord de paix entre autorités israéliennes et Palestiniennes) sont la plus grande catastrophe qu'ait connue Israël depuis sa création » et « Tant qu'il restera un seul Arabe dans le pays, la guerre d'indépendance ne sera pas terminée »

Cette gouvernance effective sioniste des USA, autre énorme anomalie s'il en est, ne laissant pas beaucoup d'espoirs aux Palestiniens patriotes. Même s'il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre de faire connaître, non seulement l'inéthiquité que les faits quotidiens depuis plus de 62 ans rendent pourtant évidente, mais encore illégitimité, selon le droit international, de la création et de la perdurance de l'anomalie étatique sioniste.

Evolspir

24 octobre 2010

<http://www.centpapiers.com/l%e2%80%99anomalie-etatique-sioniste/42998>

1-5 Zeev Sternhell : La droite israélienne a besoin de la guerre à perpétuité.

Reconnaissons-le, les chefs des partis de droite ont le sens de la stratégie et voient loin, tout comme ils savent trouver l'outil adéquat pour mener leur mission à bien.

Le nouvel amendement proposé à la loi de citoyenneté (1), voué à fomenter un état de constante hostilité entre les Juifs et tous les autres, n'est jamais qu'un aspect du plan plus vaste dont le ministre des Affaires Étrangères, Avigdor Lieberman, est le porte-parole officiel. L'autre aspect est la promesse du ministre aux nations du monde que notre guerre avec les Palestiniens sera éternelle. Israël a tout à la fois besoin d'un ennemi intérieur et extérieur, d'un constant sentiment d'urgence — car la paix, avec les Palestiniens dans les Territoires ou les Palestiniens de l'intérieur, est susceptible de l'affaiblir jusqu'à la limite du danger existentiel.

En effet la droite, y compris la plupart des dirigeants du Likoud, est pénétrée de la conscience que la société israélienne vit à l'ombre d'une menace d'implosion. Le virus démocratique et égalitaire dévore le corps politique de l'intérieur. Ce virus repose sur le principe universel des droits de l'homme et offre un dénominateur commun à l'ensemble des humains du fait qu'ils sont des êtres humains. Et quoi de plus commun aux êtres humains que leur droit à la maîtrise de leur propre destin et à l'égalité entre eux ?

Aux yeux de la droite, c'est précisément là le problème : les négociations en vue d'un partage territorial représentent un danger existentiel en ce qu'elles reconnaissent aux Palestiniens l'égalité des droits, sapant ainsi les fondements du statut unique des Juifs sur la Terre d'Israël. Aussi, afin de préparer les cœurs et les esprits au contrôle exclusif du pays tout entier par les Juifs, est-il nécessaire de s'en tenir au principe selon lequel ce qui compte vraiment dans la vie des êtres humains n'est pas ce qui les unit, mais bien ce qui les sépare. Et qu'est-ce qui sépare mieux les gens que l'histoire et la religion ?

Par ailleurs, une claire hiérarchie des valeurs existe. Avant tout, nous sommes juifs ; et seule la certitude d'une absence de conflit entre notre identité tribale-religieuse et les impératifs de la loi juive d'une part, et les valeurs démocratiques de l'autre, peut permettre à Israël d'être démocratique. Mais sa judéité se verra en tout cas accorder une nette préférence. Ce qui nous garantit une lutte sans fin, puisque les Arabes vont refuser d'accepter la sentence d'infériorité que l'État de Lieberman et du ministre de la Justice, Yaakov Neeman, leur destine.

C'est pourquoi ces deux membres du cabinet, avec le soutien tacite du Premier ministre Benjamin Netanyahu, ont repoussé la proposition voulant que le serment de fidélité s'inscrive "dans l'esprit de la déclaration d'Indépendance"(2). À leurs yeux, la déclaration d'Indépendance, qui promet l'égalité de tous sans distinction de religion ni d'origine, est un texte destructeur dont l'objectif réel en son temps était d'apaiser les Gentils et de s'assurer leur concours durant la guerre d'Indépendance. Aujourd'hui,

dans un Israël armé jusqu'aux dents, seul un ennemi du peuple [juif] pourrait vouloir donner statut légal à une déclaration qui, de toute façon, n'a jamais été prise au sérieux que par quelques-uns.

C'est là que la dimension religieuse s'inscrit tout naturellement dans le tableau. Exactement comme pour les conservateurs révolutionnaires du début du XXe siècle (3) et les neoconservateurs nationalistes de nos jours, la religion joue un rôle décisif en soudant la solidarité nationale et en renforçant la société.

La religion s'entend là, bien sûr, comme un système de contrôle social dénué de contenu métaphysique. Ainsi des gens qui exècrent la religion et son substrat moral peuvent-ils évoluer à l'aise aux côtés de quelqu'un comme Neeman, qui espère imposer un jour la loi rabbinique en Israël. De leur point de vue, le rôle de la religion est de décréter le caractère unique de la judéité et de repousser les principes universels au-delà des limites de la vie nationale.

C'est ainsi que la discrimination et les inégalités ethniques et religieuses sont devenues la norme, et que le processus de délégitimation d'Israël a franchi un palier. Et tout ceci est l'œuvre de mains juives

NOTES

(1) "Je jure de respecter les lois de l'État d'Israël comme État juif et démocratique", tel est le texte du projet d'amendement à la loi de Citoyenneté (qui régit les modalités de l'accession à la citoyenneté israélienne pour les non-Juifs, la loi du Retour les régissant pour les Juifs) proposé par Avigdor Lieberman et voté le 10 octobre par le gouvernement, malgré l'opposition des ministres travaillistes et de trois des ministres du Likoud. [NdIT]

(2) Selon un communiqué de l'AFP en date du 18 octobre, cependant, ce projet de serment serait d'ores et déjà en voie de modification, Benjamin Netanyahu ayant "demandé au ministre de la Justice de préparer un nouveau projet de loi [...] qui concernera toutes les personnes qui demanderont la citoyenneté israélienne", y compris celles bénéficiant de la loi du Retour, donc. [idem]

(3) Mouance intellectuelle et politique formée, dans l'Allemagne de l'après Première Guerre mondiale, de plusieurs courants unis dans la détestation de la république "bourgeoise" de Weimar et dans le rejet des Lumières. Revendiquant une certaine modernité et mêlant des thématiques souvent perçues comme contradictoires, les représentants de la Konservative Revolution voulurent concilier libération nationale et libération sociale dans une troisième voie, ni communiste, ni nationale-socialiste. [idem]

Zeev Sternhell

Traduction : Tal pour La Paix Maintenant

Ha'aretz, le 15 octobre 2010

1-6 Zuhayr Andraos : Démocratie pour les « maîtres » et dictature contre les « esclaves ».

Avec l'ouverture de la 18ème session d'hiver de la Knesset, la discussion à l'intérieur des partis sionistes à propos de la nature démocratique et ethnique d'"Israël" a pris le pas. Dans son allocution, le président de la Knesset, Raoufin Revline a critiqué la déclaration du premier ministre, Benyamin Netanyahu, disant qu'il est impensable que le gouvernement ôte à la Knesset sa fonction et l'empêcher d'exercer ses tâches dans le cadre de ce qui s'appelle démocratie parlementaire, insistant sur le fait que l'Etat hébreu ne peut accepter que le gouvernement actuel continue à contrôler les projets de loi.

Revline, comme nous le savons, est un sioniste, et son discours traduit son souci à protéger l'Etat juif et son inquiétude quant à son avenir, mettant en garde contre le fait qu'"Israël" ne se transforme en un Etat semi-présidentiel, et c'est une mise en garde logique, du point de vue de quiconque a adopté le sionisme et a accepté ses enseignements. Ce mouvement et sa réalisation, "Israël", sont les deux faces d'une même monnaie : le colonialisme colonial, qui s'est emparé de la Palestine et a installé un Etat sur ses ruines, et qui ne s'est pas

contenté de cela, ses ambitions ont dépassé les frontières de la Palestine historique pour inclure le monde arabe. La discussion à l'intérieur de l'institution sioniste en "Israël" reste une discussion interne, non pas parce qu'elle ne nous concerne pas, mais au contraire, nous devons l'étudier et définir ses dimensions et ses conséquences sur les Palestiniens de l'intérieur. Cependant, nous pensons que l'évolution de ce qui est appelé la démocratie ethnique est une évolution naturelle d'un régime de pouvoir installé sur des bases colonialistes et dont les outils sont coloniaux, ce qui veut dire que le danger réel que nous percevons aujourd'hui, sur la démocratie parlementaire, selon la logique du président de la Knesset et quelques-uns de ses partisans, est chose acquise, le régime du pouvoir en "Israël" est devenu un régime semi-présidentiel, ou en termes plus clairs, un régime semi-fasciste, il s'agit d'une construction supplémentaire pour qu'"Israël" atteigne l'étape post-raciste et pré-fasciste. De plus, nous affirmons en toute assurance que l'Etat hébreu, depuis sa fondation en 1948, n'a jamais été démocratique dans le sens exact du terme. Il a été et est toujours la démocratie de la majorité juive, ou la majorité automatique, cette démocratie mensongère qui fut le principal outil pour s'emparer des terres qui étaient restées entre les mains des Arabes et imposer des réalités sur le terrain dans le but d'empêcher le retour des réfugiés palestiniens, qui furent exilés loin de leur pays au cours de la Nakba, et pour exercer la répression sous toutes ses formes contre ceux qui sont restés attachés à leur terre et leur patrie. Par conséquent, ce à quoi nous assistons aujourd'hui, ce déluge de lois racistes, est chose naturelle pour toute société gouvernée par une élite de droite et extrémiste qui considère, en paroles et en actes, que le fait d'atteindre l'apartheid, avec tous les aspects négatifs qu'il comporte sur la scène internationale, nécessite de se débarrasser de la démocratie parlementaire, que Revlin et ses compères considèrent comme la forteresse pouvant empêcher le régime de pouvoir en "Israël" d'être semi-présidentiel.

La démocratie israélienne est une démocratie pour les « maîtres » soit la majorité, et la dictature contre les « esclaves », c'est-à-dire les Arabes de ce pays. Il faut simplement rappeler, à titre d'exemple, que les Blancs aux Etats-Unis pensent qu'ils représentent la majorité dans ce pays, et que les décisions sont prises par la majorité. C'est vrai, les Blancs sont la majorité, mais n'y a-t-il pas un moyen qui permette aux intellectuels et décideurs d'étudier la possibilité de limiter la démocratie de la majorité, dans le but d'accorder à la minorité un espace donné de participation aux prises de décision et de définition de la nature du régime ? Cela n'existe pas, ni dans le pays qui se prétend celui des libertés, les Etats-Unis, ni dans l'Etat qu'il protège, "Israël", qui ne cesse de proclamer matin et soir qu'il est un oasis de démocratie dans le Moyen-Orient.

Même si nous admettons les célèbres points de Wilson, après la première guerre mondiale, qui furent désignés par impérialisme progressiste, ayant compris, entre autres, la diplomatie ouverte, la liberté de la presse, la liberté de commerce, le recul de l'armement, l'auto-détermination et la création de la Société des Nations, etc.. et même la déclaration du premier président israélien, Haïm Weizmann disant que notre premier examen devant le monde sera la manière de nous comporter avec les minorités, même si nous admettons tout cela, nous ne pouvons en aucun cas considérer "Israël" comme une démocratie. Il est impossible qu'"Israël" devienne un jour démocratique, car ce qui y est désigné par démocratie est mort dès sa naissance, et aucun être sur cette planète ne peut lui rendre la vie. Que dire alors ses maîtres sont proches et même très proches du fascisme ?

Zuhayr Andraos

17 octobre 2010

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Zuhayr_Andraos.171010.htm

1-7 Khaled Amayreh : Les têtes nucléaires d'Israël. ...sont tournées vers Le Caire, Beyrouth, Damas, Téhéran ou peut-être La Mecque et Médine

Intériorisons quelques-uns des faits axiomatiques stratégiques relatifs à la situation à laquelle sont confrontés les Arabes et les Musulmans dans cette région et au-delà :

Le premier fait est que les centaines de têtes nucléaires et bombes que possède Israël, ou qu'on admet généralement qu'il possède, ne sont tournées ni vers le Zimbabwe, le Gabon ou Haïti, mais vers Le Caire, Beyrouth, Damas, Téhéran ou peut-être La Mecque et Médine.

Le deuxième fait est que l'acquisition par Israël de la capacité nucléaire vise à soumettre, intimider et maintenir le monde arabe dans un état de perpétuelle infériorité stratégique vis-à-vis de l'Etat hébreu. Un Israël nucléaire, non découragé par aucune dissuasion arabe réciproque, pourrait se permettre de commettre l'impensable, c'est-à-dire déporter de leur patrie ancestrale les Palestiniens restant. Il pourrait aussi s'autoriser à lancer des ultimatums contre des pays comme l'Egypte, à savoir menacer de détruire des cibles égyptiennes stratégiques comme le Barrage d'Assouan si le pays arabe aux 80 millions d'habitants ne se comporte pas comme il le souhaite.

Nous avons vu récemment comment les dirigeants égyptiens dociles se sont crus obligés de jouer les 'marie-couche-toi-là' devant un Israël ostensiblement hautain pendant la récente attaque génocidaire

israélienne contre la Bande de Gaza. Si l’Egypte avait eu une dissuasion stratégique, elle aurait montré un semblant de dignité nationale et aurait dit « non » aux menaces israéliennes, implicites ou explicites. Le troisième fait est que le régime sous contrôle des Etats-Unis de non prolifération nucléaire est un ramassis d’absurdité. C’est une chimère destinée à amadouer et à réduire au silence les nations qui sont prêtes à vendre leur dignité nationale et qui veulent maintenir leurs peuples sous un risque stratégique perpétuel en échange de quelque aide financière et militaire envoyée par Washington. Inutile de dire qu’une telle aide conditionnelle n’a strictement aucune valeur stratégique.

Un exemple de ce fiasco (et de cette stupidité) arabe à cet égard est l’énorme et récent contrat d’armement entre l’Arabie Saoudite et les Etats-Unis. Bientôt, 60 milliards de dollars d’argent musulman seront convertis en rouille et contribueront à hauteur de zéro pour cent à améliorer la sécurité globale des Musulmans vis-à-vis d’Israël.

C’est parce que la plupart des dynasties dictatoriales arabes sont davantage comptables devant leurs protecteurs américains que devant leurs propres peuples. Par conséquent, ces despotes n’achètent pas juste des armes aux Etats-Unis, ils doivent acheter des armes, sinon ils perdent leur statut d’ « allié précieux », ou plus exactement « marionnette précieuse » plutôt qu’allié !

Le quatrième fait est que les Etats-Unis et autres puissances occidentales permettent en toute connaissance de cause à Israël de posséder les armes nucléaires. En conséquence, l’allégation que ces puissances devraient protéger ces régimes et leurs populations d’une possible agression sioniste est encore plus une chimère, en particulier étant donné le fait que les Etats-Unis et autres gouvernements occidentaux sont eux-mêmes soumis à Israël et au pouvoir sioniste. En dernière analyse, les putes politiques américaines à Washington ne peuvent pas ni ne désobéiront aux ordres de leurs maquereaux israéliens ou juifs. Ils savent qu’ils commettraient un suicide politique, en interne, s’ils le faisaient.

Heureusement, quelques pays musulmans de la région ont compris la maxime intemporelle qui dit que si vous ne vous protégez pas vous-mêmes, personne ne vous protégera. Ces mêmes pays ont aussi compris que si vous ne créez pas une sorte d’assurance de destruction mutuelle vis-à-vis de votre ennemi, vous serez attaqué, humilié et brutalisé.

Malheureusement, des pays arabes plus grands et plus riches n’ont pas réussi à comprendre ce que le Pakistan et l’Inde ont compris. Au lieu de cela, ces régimes essentiellement autoritaires ont choisi de rester dans un état de soumission prostituée-proxénète vis-à-vis de Washington, qui, comme nous le savons tous, est dirigé par le lobby juif. Ariel Sharon n’a-t-il pas dit, « *Nous dirigeons l’Amérique, et ces imbéciles d’Américains le savent.* » ?

Il ne fait aucun doute que les Etats arabes, de la Mauritanie ou Bahreïn, resteront dans un état d’infériorité stratégique vis-à-vis d’Israël tant qu’ils ne posséderont pas une réelle dissuasion nucléaire qui obligerait Israël à abandonner un peu de son insolence, de son arrogance et de son orgueil.

En bref, Israël n’oserait pas larguer une ou deux bombes nucléaires sur Le Caire, ni même la menacer, s’il savait qu’une ou deux bombes nucléaires pourraient tomber sur Tel Aviv ou Haïfa peu après toute attaque nucléaire éventuelle contre n’importe quelle capitale arabe ou musulmane. N’est-ce pas la raison réelle et profonde derrière la campagne israélienne frénétique contre la nucléarisation supposée de l’Iran ?

Il n’est jamais souhaitable de se lancer dans des calculs macabres, en particulier quand il s’agit des abominables armes nucléaires. Cependant, le comportement d’Israël, qui a beaucoup de similitudes avec celui des nazis, nous a convaincu de toujours attendre l’impensable, venant d’Israël.

Il y a quelques années, Israël a largué entre 2 et 3 millions de bombes à fragmentation sur le Liban, suffisamment pour tuer ou mutiler 2 à 3 millions d’enfants. Ensuite, les dirigeants dépravés du soi-disant « monde libre » ont réagi à cette monstruosité barbare avec cynisme, disant que « Israël a le droit de se défendre », comme si le Liban avait posé la moindre menace à Israël-nucléaire, qui tient l’Amérique et d’autres pays occidentaux à la gorge.

De même, l’armée de l’air israélienne a fait pleuvoir du phosphore blanc sur Gaza il y a près de deux ans, nous confrontant à des scènes qui auraient pu être empruntées à Dresde ou à d’autres villes allemandes réduites en cendres par les forces aériennes alliées dans les derniers mois de la Deuxième Guerre mondiale.

C’est vraiment le cœur lourd que j’aborde ce sujet.

C'est pourquoi mon conseil aux Etats arabes de cette région est le suivant : mangez du sable, mangez de l'herbe, mangez de la merde !

Que les files d'attente pour le pain fassent dix mètres de long. Mais procurez-vous la bombe !

Ne soyez pas la risée du monde.

Ne laissez pas un Etat merdique comme Israël détruire la civilisation islamique.

Khaled Amayreh

Source : ISM

Traduction : MR pour ISM

Lundi 1er novembre 2010

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=14548&type=analyse&lesujet=Armement%20isra%E9lien>

<http://www.ism-france.org/...>

1-8 Jeffrey Blankfort : Israël est la menace la plus immédiate au futur de notre planète.

Jeffrey Blankfort est américain. Il est photographe, producteur d'émission de radio et analyste du Moyen Orient. C'est un militant pro-palestinien connu et ses articles ont été publiés dans beaucoup d'organes d'information progressistes.

Il offre des émissions sur KZYY à Mendocino et KPOO à San Francisco. Auparavant Blankfort a été le directeur de publication du Middle East Labor Bulletin et co-fondateur du Labor Committee of the Middle East. En février 2002, il a gagné un procès contre l'organisation sioniste Anti-Defamation League (ADL) qui avait espionné des citoyens américains qui critiquaient Israël et sa politique d'expansion.

Jeffrey a accepté de me donner un interview exclusif portant sur l'influence du lobby israélien sur les décideurs du gouvernement américain, le programme nucléaire illégal et secret d'Israël, le conflit Israélo-palestinien et la menace d'une attaque imminente d'Israël contre les installations nucléaires de l'Iran.

Blankfort ne craint pas de critiquer clairement le régime d'apartheid israélien et il croit qu'Israël est la menace la plus immédiate à l'avenir de la planète.

Kourosh Ziabari

Kourosh Ziabari : Dans votre article : "Le lobby israélien et la gauche : des questions difficiles" vous explorez de manière approfondie la domination du lobby israélien sur l'administration américaine et vous citez des exemples convaincants de l'influence de riches sionistes sur les multinationales et sur les médias de la pensée dominante en Amérique.

Ma question est la suivante : Quelle est la source de l'immense pouvoir et de l'immense richesse que les sionistes détiennent ?

Comment les Juifs ont-ils pu développer un pouvoir d'influence et des capacités financières telles qu'ils sont désormais capables de cadrer, changer et modifier les composantes de la politique des USA ?

Jeffrey Blankford : Cette question nécessiterait une réponse élaborée. Mais on peut dire qu'un segment important et bien organisé de la communauté juive s'est consacré, après la seconde guerre mondiale, à l'établissement et à la prospérité d'un état juif dans la Palestine historique dans lequel la vie et la subsistance des Palestiniens arabes autochtones n'avait aucune valeur.

Le fait que ce groupe ne représentait pas - et n'a jamais représenté - la majorité des Juifs américains a été largement compensé par l'ardeur de son militantisme au profit d'Israël dans tous les secteurs importants de la société américaine et à tous les niveaux de la vie politique de la nation. Son succès n'aurait pas été possible, cependant s'il n'y avait pas eu dans ses rangs un nombre important de riches hommes d'affaire juifs désireux de contribuer financièrement à acheter le soutien du Congrès américain ainsi que celui de pratiquement tout le corps législatif ou à intimider et faire taire les éventuels critiques d'Israël.

Bien avant la naissance des premiers sionistes, des banquiers et des capitalistes juifs s'étaient établis en Europe et aux USA, de sorte qu'il n'est pas surprenant que certains d'entre eux, à commencer par Lord Rothchild au début du siècle dernier, aient soutenu le projet sioniste. Aujourd'hui ils forment de loin le plus important groupe de donateurs privés des deux partis politiques.

Les médias, comme on peut s'y attendre, ont été une de leurs premières cibles, et on peut hélas constater chaque jour que des supporters avoués d'Israël qui ne sont pas nécessairement juifs, comme Rupert Murdoch, les contrôlent maintenant complètement.

Il n'y a aucun doute que le réseau de soutien d'Israël, qu'on appelle par euphémisme "lobby" a influencé de manière significative l'ensemble de la politique des USA au Moyen-Orient et a été un facteur déterminant de la gestion du conflit israélo-palestinien, cependant sa puissance a des limites. Certes, grâce à ses contacts à la Maison Blanche et au Pentagone, il a réussi à entraîner les USA dans la guerre d'Iraq, mais il n'est pas encore arrivé à convaincre Washington de bombarder l'Iran ni à obtenir le feu vert des USA pour bombarder les installations nucléaires iraniennes. Il est clair qu'il y a des éléments importants du Pentagone et des services secrets qui sont conscients qu'une attaque de l'Iran par les USA ou Israël provoquerait presque certainement une catastrophe globale.

KZ : Dans votre article vous faites allusion aux conflits et luttes entre Israël et l'Administration américaine des dernières dizaines d'années au cours desquelles les Présidents des USA, Richard Nixon en tête, ont essayé de contenir la politique d'expansion d'Israël et d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens opprimés. En admettant que l'Administration ait vraiment tenté d'oeuvrer dans ce sens tout en réitérant sans cesse son engagement à garantir la sécurité d'Israël, pourquoi alors ses efforts ont-ils échoué ?

JB : Aucun Président américain, j'en ai peur, ne s'est soucié des conditions de vie du peuple palestinien. Arrêter l'expansion d'Israël et obtenir que Tel Aviv se retire de tous les territoires qu'il avait conquis en 1967 était pour les Américains une mesure d'intérêt national.

Tous les efforts précédents ont échoué parce qu'aucun président n'a voulu payer le prix politique intérieur nécessaire pour forcer Israël à se retirer des territoires occupés d'autant plus qu'ils savaient que leurs efforts seraient contrecarrés par l'écrasante majorité des deux chambres du Congrès quelle que soit leur affiliation politique de même que par les médias qui sont aux mains des sionistes.

Le seul qui ait fait un effort sérieux dans ce sens et qui ait osé affronter le réseau sioniste et le Congrès a été Georges Bush Senior quand il a refusé de satisfaire la demande d'Israël de 10 milliards de prêts garantis en 1991 et de nouveau en 1992 mais même lui dut finalement céder.

KZ : Les Israéliens ont l'habitude de qualifier d'antisémites pour les diffamer et les vilipender ceux qui osent critiquer leur politique et leurs actes belliqueux et agressifs. Ils accusent tous ceux qui les

critiquent d'être antisémites. Cela inquiète les faiseurs d'opinion et les politiciens et les décourage de parler d'Israël en termes négatifs. Y a-t-il un moyen de faire prendre conscience au public que l'étiquette antisémite n'est pas rédhitoire* et que critiquer Israël n'est pas de l'antisémitisme ?

JB : Les allégations "d'antisémitisme" brandies contre ceux qui critiquent Israël n'ont plus le poids qu'elle ont eues mais elles sont encore très efficaces particulièrement quand l'accusé est l'employé des médias dominants, comme nous l'avons vu dernièrement avec le cas d'Helen Thomas, d'Octavia Nasr et de Rick Sanchez et dans l'industrie du cinéma qui a été longtemps un bastion sioniste ayant été développée par des Juifs au 19^{ème} siècle, bien qu'à l'époque aucun d'eux n'était sioniste.

Le pouvoir qu'a l'accusation d'antisémitisme de mettre les personnes publiques à genoux finira le jour où un assez grand nombre de personnalités américaines ne l'accepteront plus. Quand à dire quand cela arrivera, je n'en sais rien.

KZ : La Fédération des Scientifiques Américains a confirmé qu'Israël possédait jusqu'à 200 têtes nucléaires même si elles ne sont pas déclarées. Comme il n'a pas signé le Traité de Non Prolifération, Israël n'a jamais permis à l'IAEA de contrôler son arsenal nucléaire. Nous savons déjà ce qui est arrivé à Mordecai Vanunu qui a perdu sa liberté pour avoir dit la vérité. Que pensez-vous qui va arriver au programme nucléaire israélien ? Tel Aviv va-t-il continuer à bénéficier du privilège de ne pas avoir à rendre compte de ses actes ?

JB : Tant que le réseau de soutien du sionisme contrôle le Congrès, tant qu'aucun Président américain n'a pas le courage de simplement mentionner l'existence des armes nucléaires israéliennes et tant que les USA continuent de tenir les cordons de la bourse de l'ONU, Israël bénéficiera de l'impunité et de l'immunité. Si la direction des mouvements antinucléaires américains maintenant disparus comme "le mouvement pour la paix" n'avait pas été dominée par les sionistes, il y aurait peut-être eu un débat sur le sujet, mais comme elle l'était le sujet a été considéré tabou.

KZ : Parlons maintenant de l'Iran. L'Iran est décrite dans les médias étasuniennes d'une manière déformée et hypocrite. Beaucoup d'Américains qui n'avaient jamais entendu parler de l'Iran sont aujourd'hui confrontés à l'image horrible et terrifiante qu'en donnent les médias dominées par les sionistes. Ils n'ont aucune idée de ce qu'est la civilisation iranienne, ni de ce qu'ont de spécifique sa société et sa culture. Comment pourrait-on porter la vraie nature de l'Iran à la connaissance des Américains qui n'ont pas les moyens de la découvrir par eux-mêmes ?

JB : La plupart des Américains ne sont pas capables de trouver l'Iran ni quelque autre pays du Moyen Orient ni même n'importe quel pays du monde, sur une carte. Pour la plupart ils sont confrontés à ce qu'on pourrait appeler un "problème géographique" autant qu'historique. Il n'y a pas d'antidote à cela au monde et c'est la raison pour laquelle Washington peut se permettre de faire la guerre à des pays qui ne lui ont jamais fait aucun mal. Si les soldats étaient des appelés comme pendant la guerre du Vietnam, ni la guerre d'Iraq ni celle de l'Afghanistan n'auraient duré aussi longtemps et il y aurait une grande opposition à une attaque contre l'Iran.

Quand Nixon a eu l'intelligence de supprimer la conscription des hommes de 18 ans au début des années 1970, cela a détruit l'épine dorsale du mouvement anti-guerre et c'est la raison pour laquelle Washington ne veut pas revenir à la conscription malgré la pression énorme résultant de la nécessité de maintenir une armée assez nombreuse pour mener plusieurs guerres de front. Sans la crainte que leur jeunes de 18 ans ne soient appelés au combat, il n'y a pas de mouvements contre la guerre et c'est pourquoi il n'y a pas d'opposition à la guerre digne de ce nom aux USA à l'heure actuelle.

KZ : Beaucoup de gens dans le monde croient que la presse américaine est complètement libre et peut dire tout ce qu'elle veut sans que la moindre restriction ou censure ne lui soit imposée par l'Administration. On peut presque dire que le gouvernement américain ne se mêle pas directement de ce qui concerne les médias ; cependant on a l'impression qu'il y a une pression implicite sur les médias

pour ne pas dépasser la ligne rouge et violer des lois non écrites comme l'interdiction de critiquer Israël. Pouvez-vous nous en dire plus ?

JB : Ce n'est pas le gouvernement qui empêche les critiques d'Israël de s'exprimer, c'est la peur des réactions qu'engendre toute critique sincère d'Israël que ce soit dans un article ou un dessin humoristique des médias même si le journaliste est juif. Il y a plusieurs organisations, dont les plus importantes sont la Anti-defamation League, CAMERA et HonestReporting, qui sont capables d'envoyer immédiatement un torrent d'emails et de lettres à l'éditeur d'un journal qu'ils jugent offensant et parfois même de se rendre dans les bureaux du journal en question pour s'assurer que les médias comprennent bien ce qu'ils peuvent écrire ou pas. Comme il n'y a pas de pression équivalente en faveur de la critique d'Israël, les médias préfèrent éviter l'affrontement.

Il fut un temps où un certain nombre de journalistes des médias dominants écrivaient des articles critiques sur Israël sans avoir de problèmes. Mais c'était il y a 20 ans et ils ne sont plus là.

KZ : Voici ma dernière question : Comment voyez-vous l'avenir d'Israël ?

Va-t-il continuer à déterminer la politique étrangère américaine et contrôler les politiciens américains ? Est-il capable de maintenir le blocus de Gaza ? Et finalement Israël parviendra-t-il à survivre politiquement ?

JB : Tant que les supporters d'Israël ou ses agents aux USA parviennent à contrôler le Congrès américain et à intimider tous les présidents en exercice, et tant que ces mêmes forces dominent les médias, il n'y aura pas de changement aux USA ni à Gaza. Bien que le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions se développe petit à petit aux USA, il n'y a pas l'intensité qu'il a ailleurs et ses cibles sont limitées à ce que les firmes américaines et Israéliennes produisent en Cisjordanie, aussi, si l'on veut être réaliste, il y a peu de chance que les USA exercent une pression déterminante sur Israël.

Ce que fait Israël, cependant, peut engendrer des changements qu'il est impossible de prévoir aujourd'hui. Après avoir été vaincu deux fois par le Hezbollah, les officiels israéliens ne cessent de menacer de déclarer une nouvelle guerre au Liban et comme les USA, l'Europe et l'ONU n'ont pas sanctionné leurs précédentes guerres au Liban, ils vont sûrement encore essayer.

A la différence des Palestiniens, les Libanais n'ont pas l'intention de se laisser faire et sont capables de rendre coup pour coup, comme les Israéliens en ont fait l'expérience quand les Libanais ont résisté à leur occupation et stoppé la Wehrmacht israélienne tant vantée en 2006.

Si Israël attaquait l'Iran les répercussions seraient peut-être suffisantes pour entraîner Israël dans un processus qu'on pourra sans doute qualifier d'autodestructeur. Pour le moment, vu le soutien inconditionnel à tous ses crimes dont il bénéficie de la part des Américains et son arsenal de d'armes nucléaires, je considère Israël comme la menace la plus immédiate à l'avenir de la planète.

Pour consulter l'original : <http://dissidentvoice.org/2010/10/i...>

Note du traducteur :

* A la différence de la France qui s'est dotée de la loi Gayssot, ce qui permet les poursuites juridiques et augmente donc d'autant la capacité d'intimidation du lobby sioniste.

Jeffrey Blankfort

Kourosh Ziabari est un reporter freelance et un correspondant de presse iranien.

Ses articles ont été publiés dans de nombreux médias et journaux comme le Tehran Times, Salem News, Palestine Think Tank, Press TV, Foreign Policy, Journal, Islam Online et Middle East Online. Il est membre de Llaxcala translators Network for Linguistic Diversity.

Traduction : D. Muselet

28 octobre

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Israel-est-la-menace-la-plus-immEDIATE-au-futur-de-notre-planete-Dissident-Voice.html>

<http://www.legrandsoir.info:80/Israel-est-la-menace-la-plus-immEDIATE-au-futur-de-notre-planete-Dissident-Voice.html>

2 Analyse - Géopolitique et stratégie.

2-1 Samidoun : Quelle belle expression, la « communauté internationale »!

LA « COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE » ET LES AMIS DE LA PALESTINE.

On imagine des milliards d'individus regroupés sous la bannière de leurs gouvernants démocratiquement élus, faisant écho, après enquêtes et sondages populaires, à leurs désirs pacifistes, impatients de rendre une justice impartiale et équitable dans chaque conflit international qui confronte tel peuple hargneux et querelleur avec son voisin récalcitrant. Rien de tel cependant.

Le conflit israélo-palestinien n'échappe pas à la dynamique de la « **communauté internationale** ». Très souvent ce sont les « amis » de la Palestine qui psalmodient l'appel pressant à l'intervention salutaire, engagée, immanente et transcendante de la « communauté internationale ». Parfois, ces « amis » dénoncent l'incurie de la communauté, sa partialité; ils pleurent son impuissance et maugréent contre la lâcheté de ses dirigeants, et leur incapacité à imposer le droit international et à réprimer les méfaits de leur protégé, Israël - l'État ethniquement pur pour « juif » seulement.

Un poncif de la scène internationale se plaint qu'en « définitive, chaque round de négociation factice pour les Palestiniens est bénéfique pour Israël car il consolide une provocation antérieure, crée un précédent et négocie en fait pour entériner un nouveau fait accompli.

Pourquoi n' y a t-il pas un coup d'arrêt de la communauté internationale ? » gémit-il ! **[1][1]**

L'analyste poursuit et propose une citation du négociateur palestinien Saëb Erekat « qui parle d'un **parti pris à l'époque de l'administration Clinton**, en 2000, qui s'est **rangée derrière la position israélienne**. (...) En suivant cette stratégie, **l'administration Clinton a montré son incapacité à comprendre** que les Palestiniens n'accepteront rien de moins qu'un État fondé sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. »**[2][2]**. L'administration Clinton de la « communauté internationale » souhaitait-elle vraiment comprendre les Palestiniens ? L'administration Obama désire-t-elle vraiment comprendre les Palestiniens?

Un collègue du précité expert, sympathique à la cause palestinienne de surcroît, écrit ceci : « **Convaincue que les États occidentaux continueront à ne rien faire pour résoudre le problème**, les acteurs de la société civile se mobilisent de plus en plus (...) Mais il est clair à présent que seule la solidarité active et militante, au niveau des sociétés civiles à l'échelle internationale, est susceptible de

forcer les gouvernements occidentaux à chercher sérieusement une solution pacifique et juste. »[3][3].

Le démographe français Emmanuel Todd dénonce quant à lui **la lâcheté des puissances européennes** membres de la « **communauté internationale** » et les appelle à se ressaisir et à oeuvrer en faveur de sanctions sévères contre Israël pour les crimes de guerre commis à Gaza, et contre la flottille de la liberté dans les eaux internationales[4][4]. Gideon Levy le grand reporter du journal israélien Haaret'z antonne le même cantique dans son ouvrage « bbb »[5][5]

Pourquoi ces intellectuels et ces « amis » de la Palestine en appellent-ils exclusivement aux gouvernements occidentaux en tant que médiateurs « impartiaux » ? N'ont-ils pas fait appel précédemment à la « **communauté internationale** » dans son ensemble ? À moins qu'il s'agisse d'un aveu non sollicité. Pour eux, la « **communauté internationale** » ce ne sont pas les pays pauvres, les cent dix pays non-alignés, les petits pays d'Océanie, ni les pays arabes, ni les pays à majorité musulmane, non plus que les pays riches mais politiquement indépendants des pressions américaines. Bref, la seule « communauté internationale » qui vaille et dont l'opinion compte à leurs yeux, c'est une vingtaine de pays, occidentaux pour la plupart, à la remorque des Américains.

Je souligne au passage qu'il est injuste d'accuser la « communauté internationale » de ne pas chercher âprement et activement une solution pacifique et juste à la question palestinienne. Pour eux, un bantoustan palestinien viable sur 18 % des terres de l'antique Palestine du mandat britannique est une solution juste et elle pourrait être pacifique si Netanyahu pouvait brider sa droite intégriste juive hystérique, ce qu'il ne fera pas évidemment, et si les services de sécurité de Mahmoud Abbas parvenait à exterminer les résistants en Cisjordanie et à Gaza, ce qu'ils ne pourront pas assurément.

L'alliance anti-palestinienne

Chacun des complices de la grande alliance anti-palestinienne en appelle à ses maîtres de la « communauté internationale » pour qu'ils fassent plus d'efforts pour soutenir leur section de l'alliance et pas seulement la section sioniste. Mohamed Dalhan, ex-chef des forces de sécurité du Fatah à Gaza, réfugié en Cisjordanie après le coup d'État manqué contre le Hamas en 2007, celui que Thierry Meyssan accuse d'avoir empoisonné Yasser Arafat, en appelle aux puissances européennes, découragé de constater que la tactique Obama n'amènera jamais le bantoustan qu'il voudrait diriger. À l'occasion de la deuxième ronde de pourparlers directs à Charm-el-Cheikh en Égypte, Dalhan pousse les Européens du pied : « Malheureusement l'Administration Obama est revenue à ses vieilles chimères: elle ne pratique que de la gestion de crise. **Elle n'a pas la volonté politique suffisante pour régler le conflit.** J'en appelle aux Européens: **qu'ils abandonnent leur rôle d'observateurs, ils ne sont pas de simples bailleurs de fonds**, ils doivent s'impliquer. S'ils s'unissent, ils peuvent peser face aux États-Unis et à Israël. »[6][6]. Ce que Dalhan soulève c'est l'impossibilité pour la clique du Fatah de vendre un accord qui les ridiculiserait et que la population palestinienne rejeterait du revers de la main après avoir désavoué ces pseudo-négociateurs illégitimes et lourdement compromis.

Noter au passage que la **question des constructions dans les colonies** n'est qu'un leurre, ce n'est pas du tout l'enjeu des pourparlers directs. D'abord, parce que la construction n'a jamais cessé, même pendant le supposé moratoire qui se termine le 29 septembre, qui n'était au dire de Netanyahu lui-même qu'un ralentissement de la construction; ensuite, parce que si effectivement ces gens étaient réunis pour négocier la création d'un État palestinien sous protectorat israélien dans les frontières de la ligne d'armistice de 1949 (Ligne verte) toutes ces constructions reviendraient à l'Autorité palestinienne et la tâche de déloger les colons en serait accrue pour le gouvernement israélien.

Il y a **trois véritables questions en litige dans les négociations actuelles**. **Premièrement**, la question de la renonciation par les Palestiniens eux-mêmes, non pas par l'OLP, mais par les masses palestiniennes qui ont voté majoritairement pour le Hamas en 2006, organisation majoritaire non membre de l'OLP et qui ne reconnaît pas les accords d'Oslo, renonciation dis-je à 78 % de leur terre ancestrale de la Palestine du mandat britannique; **deuxièmement**, acceptation par le peuple palestinien que l'État sioniste usurpateur est un État pour les juifs et donc renonciation au droit de retour pour les Palestiniens de la Nakba; **troisièmement** renonciation à la résistance et acceptation de leur sort dans le bantoustan qui leur sera concédé sous la dictature des services de sécurités de l'Autorité palestinienne.

Chacun se bouscule pour étreindre la mariée

Chacun des gouvernements cooptés au sein de la « **communauté internationale** » se dispute l'opportunité d'être présent à la table de « négociations » afin de soutenir son poulain – Israël –. Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner se plaint que son préféré, intégré secrètement à l'OTAN et à l'Union européenne, lève le nez sur les propositions de collusion européennes : « La France a réclamé hier une plus grande implication du quartette et de l'Union européenne dans les négociations directes entre Israéliens et Palestiniens. ». Le déni américano-israélien est d'autant plus blessant que comme le dit Kouchner : « Nous ne pouvons pas être **les bailleurs de fonds** et ne pas participer au processus de négociations. (...) L'Union européenne ne doit pas être seulement **un tiroir-caisse**. Les Égyptiens nous ont affirmé leur intention de nous inviter à Charm el-Cheikh, s'ils le pouvaient. Apparemment cela n'a pas été le cas », a précisé le ministre, ajoutant : « **Cela faisait un peu de difficultés aux Américains d'après mes sources.** »^{[7][7]}. C'est qu'il existe une hiérarchie parmi les **cooptés** de la « **communauté internationale** » et le sergent major cherche parfois à conserver la tutelle exclusive sur le protégé de la communauté.

Je vais maintenant m'employer par quelques exemples à démontrer comment l'écheveau des intérêts occidentaux s'emmêle à celui du projet colonial sioniste. La France d'abord.

« La France avait fortement soutenu le projet d'un État juif en Palestine et avait voté en ce sens le plan de partage du 29 novembre 1947 à l'ONU. (...) »

La France a beaucoup aidé à la création du jeune État entre 1945 et 1948 : Non seulement elle se prononcera à l'ONU en faveur de la légitimation du projet d'État juif, **elle contribua aussi, et d'une manière massive, au renforcement démographique et militaire du Yishouv**^{[8][8]}, par la canalisation de l'immigration clandestine et l'acheminement des **armes** qui, le moment venu, lui donneront la supériorité sur le terrain »^{[9][9]}. À partir de 1954 et de la généralisation de l'insurrection en Algérie ^{[10][10]} contre la colonisation française, **les intérêts d'Israël et de la France se rejoignent parfaitement** : il s'agit de s'allier face au nationalisme arabe qui veut bouter hors d'Alger comme du canal de Suez les Européens (...). **Les liens entre l'armée française et Tsahal** ^{[11][11]}, **l'armée israélienne, sont si forts que l'on pourrait parler d'une véritable alliance militaire stratégique entre les deux pays**. La générosité française était très appréciée des milieux militaires israéliens : « Pour gagner du temps, l'état-major français avait mis un bureau à ma disposition rue Saint-Dominique, au ministère des Armées », raconte Asher Ben Nathan (...). « En 1955, la France s'était engagée à nous fournir 48 Mystère IV. Une seule escadre de l'armée de l'air en était équipée. Elle a reçu l'ordre de nous les céder, au grand dam du patron de l'escadre. Mais sur la base de Mont-de-Marsan j'ai eu la surprise de voir atterrir non pas 48 mais 52 appareils. “Q ^{[12][12]}uite à vous donner mes avions, j'en ai rajouté 4 de réserve, en cas de pépin”, me dit le colonel. ».

Autre exemple français. Dans chacune des guerres qu'Israël a conduites en violation du droit international, une avant-scène diplomatique a été organisée pour lui permettre de gagner du temps,

tandis que les **États-Unis bloquent toute résolution du Conseil de sécurité**. En 2006, c'était **Romano Prodi** et la conférence de Rome. En 2009 à Gaza, c'est le président français, **Nicolas Sarkozy**, qui produit le divertissement. Il a annoncé qu'il consacrerait deux jours de son précieux temps pour régler un problème où les autres ont échoué depuis 60 ans. Ne laissant guère de doute sur sa partialité, M. Sarkozy a d'abord reçu à l'Élysée la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, et le leader sunnite saoudo-libanais Saad Hariri, et s'est entretenu par téléphone avec le président égyptien Hosni Moubarak, le président fantoche de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, et le Premier ministre israélien Ehud Olmert. » [\[13\]](#)[13].

Pour la Grande-Bretagne un petit extrait suffira. En 1999, les ventes d'armes britanniques à Israël - un pays qui occupe la Cisjordanie (et aussi Gaza) et qui construit des colonies illégales pour les Juifs et seulement pour les Juifs sur une terre arabe – s'élevaient à 11,5 millions de livres; en deux ans, cela avait presque doublé et s'élevait à 22,5 millions de livres. Cela comprenait des armes légères, des kits de grenades prêtes à monter et des équipements pour avions de combat et des chars. La liste des aides britanniques à l'État hébreu est très longue [\[14\]](#)[14]. L'Allemagne a livré à l'État juif l'an dernier quatre sous-marins capables de lancer des missiles nucléaires. Qui est une menace nucléaire, l'Iran ou Israël?

Autre exemple de l'impartialité des arbitres de la « communauté internationale ». L'éminent juge sud-africain Richard Goldstone a statué dans son rapport d'enquête de l'ONU sur le bain de sang à Gaza que les deux parties avaient commis des crimes de guerre. Il fut, bien sûr, traité de «Méchant» par toutes sortes de supporters d'Israël aux États-Unis ; son excellent rapport a été **rejeté par sept gouvernements de l'UE**. Comme il le dit dans sa préface, « **Israël a développé des liens politiques et économiques tellement forts avec l'Union Européenne au cours des dix dernières années qu'il est devenu presque un État membre de l'Union sans le dire.** ».

Javier Solana, le chef de la politique étrangère de l'UE (anciennement secrétaire général de l'OTAN), a effectivement déclaré l'an dernier qu'« **Israël, permettez-moi de le dire, est un membre de l'Union Européenne sans être membre de l'institution** » [\[15\]](#)[15]

Israël, base militaire permanente de l'Occident au Levant opère la plus grande base d'espionnage intégrée au réseau Echelon. « Le réseau Echelon est un système US d'interception planétaire. Il a la capacité de « happer » 1.300.000 communications par minute, aux fins d'espionnage, (...) Le système désigné sous le nom de code Echelon se distingue des autres systèmes de renseignement par le fait qu'il présente deux caractéristiques qui lui confèrent un niveau de qualité tout particulier. (...) La deuxième caractéristique, c'est que le réseau Echelon exerce ses activités grâce à la « coopération » de six États (Royaume-Uni, États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et, bien sûr, **la prunelle des yeux étatsuniens, Israël**) (...) » [\[16\]](#)[16].

Le dernier exemple mais non le moindre du soutien inconditionnel de la « **communauté internationale** » à leur pupille israélienne, la vente de l'avion de pointe le plus sophistiqué de la flotte aérienne américaine à la colonie sioniste. « Le F-35 est l'avion de combat de l'avenir qui permettra à Israël de préserver sa suprématie aérienne et son avance technologique, explique Ehud Barak dans un communiqué officiel. Les premiers exemplaires devraient être livrés "à partir de 2015" pour une mise en service environ deux ans plus tard. L'achat négocié avec le constructeur et le Pentagone est assorti de 50 options. Ce qui, au final, est proche des 75 exemplaires évoqués depuis septembre 2008 avec vingt-cinq appareils fermes et cinquante options. Coût évalué à 2,75 G\$ pour les vingt premiers avions. La transaction négociée ces dernières semaines, à l'issue d'une ultime rencontre à Washington entre Ehoud Barak et son homologue américain Robert Gates, prévoit également une coopération avec l'industrie israélienne et principalement IAI (Israel Aircraft Industries), avec un accord pour la production d'éléments jusqu'à hauteur d'au moins 4 G\$. L'annonce a surpris tous les observateurs. Selon Tel-Aviv, le pris unitaire du **F-35.I ("I" pour Israël)** avoisinerait 96 M\$, sans la prise en compte des rechanges, de la formation et du soutien spécifique. Un chiffre à rapprocher des 130 à 150 M\$ préalablement avancés sans précision sur le contenu de l'enveloppe. **Étant néanmoins entendu que la transaction sera en grande partie financée par l'aide militaire américaine.** » [\[17\]](#)[17].

Dites-moi que peuvent espérer les « amis » du peuple palestinien par leurs appels incessants à la médiation de cette engeance internationale ? Que le proxénète répudie sa péripatéticienne ? N'y comptez pas. Les puissances occidentales ont trop investi dans le projet colonial « juif » israélien pour l'abandonner alors qu'elles sont si près du but, pensent-elles, c'est-à-dire la création d'un protectorat palestinien sur le reste des terres pas encore expropriées et annexées par la puissance coloniale israélienne, la pacification du peuple autochtone local et sa mise sous tutelle de sa propre bourgeoisie compradore nationale, si et seulement si cette dernière se montre apte à réprimer les résistances nationales palestiniennes, ce qui n'a aucune chance de survenir.

In memoriam : Ci gisent les pourparlers directs Benjamin Netanyahu – Mahmoud Abbas.

[18][1] Pr Chems Eddine Chitour. « Un État palestinien en 2017 : Un siècle après la Déclaration de Balfour. » 16.09.2010. <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=21011>

[19][2] Idem 1.

[20][3] *Brève histoire de la Palestine* (2^e édition août 2010). **Coalition pour la justice en Palestine** UQAM.

[21][4] Emmanuel Todd . « Ce qui s'est passé à Gaza c'est notre honte ». 8.09.2010. <http://oumma.com/Emmanuel-Todd-ce-qui-s-est-passe-a>

[22][5] Gideon Levy.

[23][6] Idem 1.

[24][7] <http://www.france-palestine.org/article15536.html>

[25][8] Désigne la communauté des Juifs de Palestine avant la création de l'État d'Israël.

[26][9] Samir KASSIR et Farouk MARDAM-BEY, *Itinéraires de Paris à Jérusalem La France et le conflit israélo-arabe*, tome I, 1917 – 1958, page 72, Les livres de la Revue d'Études Palestiniennes, 1992 – 1993.

[27][10] Le 1er novembre 1954, la « Toussaint rouge » ouvre la guerre d'Algérie

[28][11] Acronyme de Tsava Haganah le Israël, armée de défense d'Israël. Elle fut créée officiellement le 31 mai 1948, à partir de la fusion de la milice Haganah (milice juive clandestine du mouvement sioniste, née en 1920) avec les autres groupes armés notamment ceux de l'Irgoun et du Ledi . Le service militaire est obligatoire pour trois ans pour les hommes et deux ans pour les femmes. Les Arabes israéliens et les Juifs les plus orthodoxes en sont exemptés.

[29][12] Lire le dossier « La France, Israël et les Palestiniens » dans le numéro 2101, daté du 10 février 2005, du *Nouvel Observateur*.

[30][13] Thierry Meyssan <http://www.geostrategie.com/1161/1%e2%80%99operation-%c2%ab-plomb-durci-%c2%bb-la-guerre-israelienne-est-financee-par-1%e2%80%99arabie-saoudite> 6.01.2009. Géostratégie.

[31][14] Robert Fisk 1.08.2010 « **Israël s'est glissé dans l'Union Européenne sans que personne ne s'en aperçoive** ».

[32][15] <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=14204&type=analyse&lesujet=Armementisra%E9lien>

[33][16] http://www.alterinfo.net/Big-brother_a49906.html

[34][17] Air et Cosmos N° 2229 – 27 Août 2010, pp. 32-33. Premier feu vert à l'achat de F-35 par Israël.

Samidoun

20.09.2010

Visitez le site <http://boycottisraelinternational.com>

Visitez le site <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>
robertbibeau@hotmail.com

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

20.09.2010

3 Médias/Vidéos

3-1 Jacob COHEN : Le printemps des sayanim.

Franck ABED reçoit Jacob COHEN pour un entretien évoquant le livre : Le printemps des sayanim.

Ce livre qui se veut un roman traite des sayanim - informateurs en hébreu - qui sont des juifs de la

diaspora et par " patriotisme ", ils acceptent de collaborer ponctuellement avec le Mossad, ou autres institutions sionistes.

En France, leur nombre serait évalué à 3000.

Les sayanim (hébreu: singulier: sayan, de l'hébreu aide, assistant) sont des agents passifs appelés plus communément «agents dormants», établis en dehors d'Israël, prêt à aider les agents du Mossad en leur fournissant une aide logistique.

Le terme désigne également des Palestiniens ayant accepté de collaborer avec l'armée israélienne ou les juifs de la diaspora décidant de collaborer de manière momentanée avec le Mossad par sentiment de patriotisme envers Israël (Affaire Lavon).

En principe, les sayanim ne s'engagent que dans des activités légales et ils ne s'associent pas à des opérations de renseignements ou d'espionnage, malgré des exceptions notables.

Né en 1944 à Meknès, Jacob Cohen obtient une licence en Droit (Casablanca) et le diplôme de Sciences-Po (Paris). Il vit à Berlin et Montréal avant de revenir à Casablanca, où il est maître-assistant à la faculté de Droit, de 1978 à 1987. Il vit depuis à Paris. Il a déjà publié Les noces du commissaire, Moi, Latifa S., Du danger de monter sur la terrasse, L'espionne et le journaliste. Il tient un [blog](#).

[Interview de l'auteur.](#)

Franck Abed : 'Le Printemps des Sayanim' : Pourquoi ce titre ?

J'ai voulu que le terme « sayanim » apparaisse d'emblée et interpelle le lecteur. On se pose la question, et la définition se trouve juste dans les premières lignes de la 4e. La problématique est installée, sans faux-fuyants, et sans réserve. Idéalement, j'aimerais que ce terme entre dans le vocabulaire courant, dans les analyses, et dans les commentaires.

Voulez-vous nous la rappeler ?

Les sayanim – informateurs en hébreu – sont des juifs de la diaspora qui, par « patriotisme », acceptent de collaborer ponctuellement avec le Mossad, ou autres institutions sionistes, leur apportant l'aide nécessaire dans le domaine de leur compétence.

Comment avez-vous eu l'idée d'écrire sur les sayanim ?

C'est la conjugaison de plusieurs éléments. La lecture de tout livre sérieux sur le Mossad montre l'importance essentielle de ces citoyens juifs qui décident de travailler pour les services secrets israéliens. Imaginez des dizaines de milliers d'agents, occupant des fonctions dans toutes les couches sociales, et qui obéissent au doigt et à l'œil au Mossad. Il est à noter que les auteurs anglo-saxons sont beaucoup plus prolifiques sur ce sujet. Je suis d'assez près l'actualité proche-orientale, et je consulte les médias des 2 bords. Et je suis sidéré, presque fasciné, par la puissance médiatique du lobby pro-israélien. Et comment il arrive à faire rentrer dans les esprits, jusqu'à devenir des banalités admises, des concepts comme « la seule démocratie de la région », ou tellement aberrants, comme « assurer la sécurité d'Israël ».

Le fait de savoir que des sayanim sont en grande partie le moteur de cette propagande permet une lecture plus lucide et plus pertinente de l'actualité.

Est-ce une réalité ?

Je comprends le sens de la question. Je cite Gordon Thomas au début du livre. C'est un spécialiste reconnu des services secrets, en particulier du Mossad. Tellement reconnu qu'il a interviewé tous les chefs du Mossad depuis les années 60, et tous ont admis, en s'en glorifiant, l'apport crucial des sayanim à travers le monde.

Je cite également Victor Ostrovsky, l'un des rares agents du Mossad à avoir publié, après son départ de l'institution, un témoignage unique et inédit sur le service secret, ses méthodes, ses objectifs, ses ressources.

Quel est leur nombre ?

En France ils seraient près de 3000. Ostrovski, ex-agent du Mossad, estime leur nombre à 3000 rien qu'à Londres. On peut imaginer leur importance aux Etats-Unis. Mais le « réservoir » est infini. Si on associe le Bnai Brit (franc-maçonnerie juive internationale), la WIZO (organisation internationale des femmes sionistes), les organisations judéo-sionistes nationales, comme l'UPJF, l'UEJF, le CRIF... en France, et dans les autres pays, ainsi que les sympathisants, on arrive facilement au chiffre de un million de juifs prêts à travailler pour le Mossad. Evidemment ils ne sont pas tous recrutés à cette tâche. Car il faudrait des centaines d'agents pour les traiter. Le Mossad se contente d'en avoir dans tous les secteurs d'activité, avec un accent particulier sur les plus sensibles : les médias, les grands hôtels et les agences de voyage (pour surveiller les allées et venues des Arabes en général, des agents de renseignement, des hommes d'affaire, enfin de toute personne susceptible d'atteindre les intérêts israéliens), les secteurs économiques et commerciaux, en particulier les sociétés d'importation qui leur servent souvent de couverture.

Un cas concret pour en comprendre le mécanisme ?

Pour revenir à Victor Ostrovsky. Lorsque la France a construit une centrale nucléaire en Irak dans les années 70, des scientifiques irakiens étaient venus à Saclay pour se perfectionner. Le Mossad était bien sûr intéressé à les connaître pour pouvoir agir sur eux. N'importe quel autre service secret aurait eu besoin de moyens en hommes, de filature, d'argent pour corrompre, peut-être de tentatives d'effraction, et de temps, pour y arriver éventuellement. Le Mossad, et c'est sa supériorité, s'est tout simplement

adressé à un informateur juif (sayan) qui travaillait à Saclay. Et a demandé que lui fussent fournis les dossiers complets originaux. Car il se méfiait des photocopies. La majorité des renseignements étant en arabe, c'est lui-même qui s'est acquitté de cette tâche. Quel autre service de renseignements peut bénéficier de telles complicités ? Après, ce fut un jeu d'enfant pour piéger l'un de ces scientifiques, remonter jusqu'à leur responsable, et l'assassiner lors de sa visite à Paris.

Ces agents juifs n'interviennent-ils que dans des cas d'espionnage ?

Pas du tout. Les sayanim interviennent aussi et surtout dans les manipulations médiatiques. D'ailleurs le Mossad possède un département important, appelé le LAP, pour « guerre de propagande ». Il me revient un exemple historique. Rappelez-vous le film EXODUS. Il a réécrit l'histoire de 1948 et imposé la vision sioniste pour au moins une génération. En 1961, c'est le premier ministre israélien en personne qui a accueilli l'équipe du film à l'aéroport. C'est dire l'importance qu'on lui accordait.

Rappelons l'importance du Bnai Brit. 500 000 membres dans le monde, probablement 400 000 aux Etats-Unis, dont 6 000 dans le secteur du cinéma. Comment imaginer qu'un film ou qu'une série défavorable à Israël puisse voir le jour ?

Et plus récemment ?

Le cas le plus flagrant est celui du soldat israélien enlevé par le Hamas. Le réseau des sayanim à travers le monde a fait en sorte que son nom soit tellement matraqué que personne ou presque n'ignore son nom. Par ailleurs, son père a été reçu à plusieurs reprises par tous les dirigeants occidentaux, par Sarkozy, Merkel, Blair, Berlusconi, Zapatero, Barroso, par le secrétaire général de l'ONU, par le parlement européen, par l'assemblée de l'UNESCO, enfin le gratin mondial. Comment est-ce possible sans l'intervention de sayanim bien placés dans les instances gouvernementales, économiques, culturelles, médiatiques ? Je rappelle qu'il s'agit d'un caporal d'une armée d'occupation. Quel autre prisonnier peut bénéficier d'une telle sollicitude internationale ? Et avoir son portrait géant sur l'édifice de la Mairie du 16e arrondissement ? Des hommes politiques français, dont Sarkozy et Kouchner, ont exigé sa libération pour raisons humanitaires. Sans dire un mot des milliers de prisonniers palestiniens.

Dans quel but ?

Il s'agit de faire pénétrer dans l'opinion internationale qu'Israël a un « otage » (un seul !) aux mains du Hamas. Cela fait oublier les 11 000 prisonniers palestiniens détenus dans les geôles israéliennes. L'écrasante majorité d'entre eux sont des prisonniers politiques, c'est-à-dire condamnés pour leur lutte pacifique pour l'indépendance. Rappelons qu'Israël est le seul pays « démocratique » au monde qui applique la détention administrative : pouvoir emprisonner n'importe quel citoyen, même étranger, sans avocat, sans jugement, sans motif, sans limitation dans le temps.

Et c'est sur cette base que les forces d'occupation ont kidnappé, juste après l'enlèvement du soldat, 45 personnalités politiques du Hamas, en majorité des élus du peuple. Sans qu'elles n'aient rien à leur reprocher. Cela s'appelle des « représailles collectives » condamnées par le droit international, et rappelle le comportement de l'occupant nazi en France.

Ainsi, pendant que les médias nous matraquent avec le soldat « otage », on oublie le plus important, et le plus horrible.

Une expérience personnelle : Le 26 juin, le journal du matin de TV5 avait encore fait un reportage sur le drame de ce soldat « otage ». J'ai écrit en rappelant que l'honnêteté journalistique aurait exigé de mentionner les prisonniers soumis à la détention administrative et le kidnapping des 45 élus du Hamas. Aucune réponse, aucun correctif.

Comment se fait-il qu'on ne parle pas beaucoup des sayanim ?

Cela reste un mystère. Comment des journalistes aguerris ont pu dissenter sur Israël sans mettre sur le doigt sur cet aspect capital ! Je mets cela sur la puissance des sayanim qui ont réussi l'exploit de ne pas faire parler d'eux. Il ne faut pas oublier que la chape qui écrasait les médias pour diffuser la pensée unique favorable à Israël n'a commencé à se fissurer que depuis quelques années.

Pourquoi des citoyens juifs français par exemple deviennent des sayanim ?

Vous savez, l'idéologie sioniste, jusqu'en 1948, était loin d'être majoritaire dans les communautés juives. Je me souviens qu'au Maroc, dans les années 50, les rabbins vilipendaient les sionistes. Et puis la création d'Israël, la propagande, la hantise d'un nouveau génocide, ont fait en sorte que les institutions juives ont basculé dans un appui inconditionnel à l'Etat juif. Aujourd'hui en France il n'est pas admissible d'exprimer la moindre réserve dans le cadre des institutions juives. La propagande est telle que les citoyens juifs qui vivent dans le cadre de ces institutions développent un second patriotisme et un nationalisme hors du commun. Au besoin, comme illustré dans le roman (l'épisode du cardiologue), le Mossad fera appel au chantage patriotique pour amener un citoyen français à trahir son serment de médecin pour satisfaire les visées du Mossad.

Vous donnez une grande importance à la franc-maçonnerie dans votre livre. Pourquoi ?

La franc-maçonnerie me paraît une illustration parfaite du travail d'infiltration et de propagande mené par les sayanim. D'abord pour montrer qu'aucun domaine ne leur échappe. Il n'y a pas de « petits profits ». Là où on peut pousser à la défense d'Israël, on le fait sans états d'âme.

Par ailleurs, cela montre que les juifs sionistes ne reculent devant rien. Car peu de gens ignorent – même si on n'est pas familier avec la franc-maçonnerie – que celle-ci est d'abord laïque, ouverte à tous sans distinction de race, de religion, ou d'orientation politique. Et voilà que des franc-maçons juifs et sionistes créent en 2002 une loge spécifiquement juive, et sioniste pour défendre Israël. Je l'ai vécu personnellement, car j'ai été franc-maçon pendant près de 17 ans. Cela s'est passé en 2002, au plus fort de la seconde intifada. Cela n'était pas dit expressément, car c'est contraire à l'éthique maçonnique, mais dans les faits cela revenait au même. Ne devinant pas de quel bord j'étais, ces frères m'ont mis au parfum sans ambages. Et à mon avis c'était couvert par les instances supérieures. Tout ce qui se disait dans la loge était favorable à Israël (voir le 1er chapitre et la conférence tendant à faire un parallèle entre les réfugiés palestiniens et les juifs partis des pays arabes, souvent à l'instigation du Mossad). Et chaque année, la loge organise un « voyage d'information » en Israël, encadré par des fonctionnaires du ministère israélien des Affaires étrangères.

Un de mes personnages principaux, Youssef El Kouhen, va subir les foudres des sayanim franc-maçons. Fils d'immigrés maghrébins, il pense faire un pas décisif dans son intégration républicaine en étant admis au sein du Grand Orient. Mais ayant découvert l'existence de cette loge « judéo-sioniste », il va tenter, avec d'autres frères arabes de contrer leur propagande en créant une loge pro-palestinienne. Mais là il va se heurter à la puissance du lobby sioniste implanté au Grand Orient de France et subira une défaite cinglante. Ce lobby va agir au mépris de toutes les lois de l'Obéissance.

En parcourant le livre, on s'aperçoit que certains personnages ressemblent étrangement à des personnes connues, surtout pour leurs sympathies sionistes.

Parmi les 3 000 sayanim français, certains sont connus. Pas en tant que sayanim. Par définition, ce sont des agents secret. Mais étant donné leur soutien constant à Israël et leur participation active à des campagnes savamment orchestrées, il est probable qu'ils agissent dans ce cadre. J'ai voulu les montrer en action, par exemple pour recruter un nouvel agent, ou pour monter en épingle une rencontre sportive israélo-palestinienne à Paris, sans autre finalité que de donner l'illusion d'un processus de paix.

Et plus explicitement ?

Il y a plusieurs années, un match de football a eu lieu au Parc des Princes entre des jeunes israéliens et palestiniens. Ce qui avait donné lieu à un battage publicitaire démesuré. J'ai repris cet événement en tentant d'imaginer les coulisses, les pressions, les manipulations, les interventions. Pour obtenir gratuitement le stade, pour le remplir avec des jeunes de banlieue en faisant intervenir le rectorat, en sollicitant des subventions de l'Union européenne et de la Mairie de Paris, en faisant pression sur les dirigeants musulmans « modérés » pour qu'ils apportent leur caution. Une opération de propagande rondement menée grâce aux sayanim, et leurs alliés, dont les plus indéfectibles : SOS Racisme et la Mairie de Paris.

On retrouve souvent SOS Racisme. Pourquoi ?

Pour moi, cette organisation sert de courroie de transmission aux idéologies sionistes. Sa proximité incestueuse avec l'UEJF, un des piliers du soutien à Israël, en est une illustration. Jamais SOS Racisme n'a lancé par exemple une campagne contre l'occupation israélienne, alors qu'elle se démène contre le Soudan. En occupant le terrain, grâce à des subventions généreuses, SOS Racisme empêche l'émergence d'autres organisations anti-racistes plus proches des exigences de la majorité de ses membres. On entend d'ailleurs plusieurs voix, dont celle de Joey Star, réclamer une autre organisation anti-raciste, issue des quartiers, et les représentant légitimement.

Dans le roman, je développe un point de vue qui ne doit pas être loin de la réalité. C'est-à-dire la dépendance de SOS Racisme vis-à-vis de l'UEJF et de ses alliés. Lorsque ces derniers par exemple cherchent un successeur au président actuel, un noir qui finit son mandat. Ils cherchent un beur présentable, qui a bien assimilé les rapports de force et les consignes. Celui qui est approché subira des « tests » pour montrer sa fidélité aux idéaux sionistes (qu'on appelle pudiquement des « positions modérées et pacifistes »). En l'occurrence Moulay Elbali, doctorant d'origine banlieusarde, qui veut sortir de sa condition à n'importe quel prix. Un détail : Lorsqu'un président de l'UEJF quitte ses fonctions, il devient vice-président de SOS Racisme. Pour mieux les contrôler ?

Tout un chapitre est consacré à la Mairie du 16e arrondissement. Pour quelle raison ?

Cette Mairie est un des châteaux forts des sionistes. Le Bnai Brit s'y réunit régulièrement et y organise son salon du livre. Son maire est un ardent défenseur d'Israël. Dans sa croisade pour l'Etat juif, il n'hésite pas à utiliser les symboles coloniaux (défense de la civilisation judéo-chrétienne, avant-poste de la démocratie) à l'instar de l'ancien premier ministre espagnol qui avait déclaré récemment : « Il faut défendre Israël à tout prix, car s'il tombe, l'Europe aussi tombera ». D'ailleurs un portrait géant du soldat israélien enlevé par le Hamas orne la façade de la Mairie.

Il y a ce personnage, MST, qui traverse tout le roman, et qui ressemble furieusement à BHL...

Je vous laisse la responsabilité de ce constat. Il est vrai qu'il y a quelques ressemblances, mais en principe ce n'est pas lui. Ceci dit, il ne me déplaît pas que certains fassent ce rapprochement. Michel-Samuel Taïeb est effectivement un personnage central, correspondant à son rôle flamboyant, à ses nombreux réseaux, à son implication sans réserve en faveur d'Israël, à l'acharnement avec lequel il recrute d'autres sayanim. C'est lui qui va recruter le cardiologue, qui va intervenir à l'Elysée pour donner l'ordre aux rectorats de remplir le stade de jeunes beurs, qui va appeler un responsable d'émission à Canal Plus pour humilier en direct des militantes de SOS Palestine, qui va faire pression sur le recteur de la Mosquée de Paris pour soutenir ce prétendu « match pour la paix », etc. Le chef du Mossad à l'ambassade d'Israël à Paris de lui : « Il vaut plus que 100 sayanim ».

On a l'impression que vous vous êtes pas mal amusé avec les noms des sayanim.

Je n'ai pas pu m'en empêcher. Le fait de trouver ces noms, que d'aucuns pourraient rapprocher de personnages réels, me remplissait de joie (sarcastique) à chaque fois. Delanoix, Fauderch, Idler, MST, Goldnavet, Vil-Neuf, j'en passe et des meilleurs. Il est vrai que mes sympathies vont là où vous savez. Je n'avais aucune raison de les épargner.

Est-ce à dire que c'est un roman politique ?

Si on entend par là qu'il prend position de façon claire et nette, tout en dénonçant les pratiques de chantages et de manipulations au profit d'une politique impérialiste, alors oui, c'est un roman politique. D'ailleurs il est dédié « à tous ceux qui se battent pour la justice en Palestine ». La forme romanesque n'est qu'une méthode pour y arriver. Bien qu'une grande partie du livre se base sur des faits réels, ou exprime une réalité telle qu'elle pourrait se dérouler. Lorsque MST appelle Canal Plus, je n'étais pas à l'écoute, mais la façon dont la plupart des grands médias lui déroulent le tapis rouge me fait penser que c'est sa manière d'agir. Et d'être obéi.

Est-ce qu'on vous mettra des bâtons des les roues ?

Certainement. Les sayanim et leurs complices, et ils sont nombreux et occupent des postes stratégiques, feront tout pour élever un mur de silence. Ou bien ce sera le déni. Ou enfin le recours à ces vieilles méthodes de l'amalgame. Une critique d'Israël équivaut à de l'antisémitisme. Parler des sayanim, c'est revenir à cette accusation de « complot » que certains antisémites au tournant du 20e siècle lançaient aux juifs pour les discréditer. Le discours du déni, et d'un certain terrorisme intellectuel, est bien rodé.

Que peut-on vous souhaiter ?

J'espère d'abord que ce livre ouvrira les yeux sur cette force puissante et insidieuse mise au service d'une idéologie de domination. Qu'il permette ensuite un décryptage plus pointu des événements. Et enfin qu'il favorise l'émergence de contre-pouvoirs.

Le Printemps des Sayanim de Jacob COHEN
éditions l'HARMATTAN
ISBN-10 : 2296112846
ISBN-13 : 978-2296112841

Jacob COHEN

Source : [Le grand soir](#)

Lundi, 01 Novembre 2010 01:27

<http://www.uam93.com:80/news/le-printemps-des-sayanim-5749.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19